Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

43/2-3 | 2002

**Contacts intellectuels, réseaux, relations
internationales**

L'École russe des hautes études sociales de Paris (1901-1906).

Dmitrij A. GUTNOV

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/8502>

DOI : 10.4000/monderusse.8502

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 375-410

ISBN : 2-7132-1781-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Dmitrij A. GUTNOV, « L'École russe des hautes études sociales de Paris (1901-1906). », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 43/2-3 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 02 septembre 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8502> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8502>

Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_432&ID_ARTICLE=CMR_432_0375

L'École russe des hautes études sociales de Paris (1901-1906)

par Dmitrij A. GUTNOV

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2002/2-3 - Vol 43

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713217814 | pages 375 à 410

Pour citer cet article :

—A. GUTNOV D., L'École russe des hautes études sociales de Paris (1901-1906), *Cahiers du monde russe* 2002/ 2-3, Vol 43, p. 375-410.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DMITRIJ A. GUTNOV

L'ÉCOLE RUSSE DES HAUTES ÉTUDES SOCIALES DE PARIS (1901-1906)

La fondation et l'activité à Paris de l'École russe des hautes études sociales au cours des années 1901-1906 représentent la première application de l'idée d'un système d'enseignement supérieur non étatique en Russie. Comme pour une bonne part des expériences qui devinrent par la suite partie intégrante de la culture russe, cette entreprise vit le jour, pour des raisons que nous expliquerons dans cet article, loin des frontières du pays. Mais cela ne diminuait en rien la signification de cette importante expérience, ni aux yeux de ses organisateurs, ni aux yeux du gouvernement russe, qui tenta par tous les moyens de s'opposer à toute atteinte portée à son monopole dans le domaine de l'éducation nationale. C'est justement là qu'ont été mis en chantier les principes fondamentaux de l'organisation et du fonctionnement d'un bon nombre d'établissements d'instruction publique destinés à exercer une grande influence sur l'instruction de la population et le progrès social en Russie au début du ^{xx}e siècle.

Il existe en Russie toute une tradition d'interprétation de l'histoire de l'École russe des hautes études sociales. Elle apparaît dès les premières publications sur l'École internationale de l'Exposition universelle de Paris en 1900¹, qui familiarisèrent l'opinion russe avec les entreprises pédagogiques du ministre de l'Instruction publique de la République française, Léon Bourgeois, et avec l'activité déployée également dans ce domaine par un groupe de professeurs russes, parmi lesquels figuraient les futurs fondateurs de l'École russe des hautes études sociales. Par la suite, après la fondation du premier établissement d'enseignement russe libre en Europe occidentale, la presse russe consacra de nombreux articles à ses problèmes et à son fonctionnement. Les méthodes et l'organisation de l'enseignement dans cet établissement ont fait également l'objet d'analyses dans les publica-

1. *Meždunarodnaja škola Parižskoj vystavki* (L'École internationale de l'Exposition de Paris), Moscou, 1900.

tions pédagogiques spécialisées qui ouvraient leurs pages aux fondateurs de l'École eux-mêmes².

Du début des années 1920 aux années 1960, l'intérêt porté à cet établissement par la recherche historique en Russie était surtout lié aux conférences que Lenin y avait faites sur la question agraire en Russie. Cet épisode a été étudié de façon approfondie à longueur d'articles³, et a donné lieu à la publication de documents⁴.

Il fallut attendre les années 1960-1970 pour qu'il soit possible de jeter un regard plus objectif et plus large sur le premier établissement d'enseignement russe libre. L'un des premiers travaux de ce type fut l'article de G. G. Moškovič sur l'histoire de l'École⁵. Ce fut ensuite la thèse de Ju. S. Vorob'eva⁶, dans laquelle l'auteur souligne, fort justement de notre point de vue, le lien étroit qui existe entre cette tentative de création d'une École russe des hautes études sociales à Paris et le développement ultérieur de tout le système d'instruction non étatique en Russie. On doit également à cet auteur l'article le plus complet à ce jour, consacré à l'histoire de l'École russe à Paris⁷, ainsi que la publication extrêmement précieuse d'une partie de la correspondance de M. M. Kovalevskij, qui reflète ses préoccupations concernant l'existence et le développement de l'école qu'il avait créée⁸.

À ces travaux, il convient d'ajouter l'article très fouillé du chercheur français Christophe Prochasson, consacré à l'histoire du Collège et à l'École des hautes études sociales à Paris qui sont génétiquement liés à la création et au travail de l'École russe des hautes études sociales. Cet article contient des détails peu connus sur la collabora-

2. M. M. Kovalevskij, « O zadačah školy obščestvennyh nauk » (Les missions de l'École des sciences sociales), *Vestnik vospitanija*, 6, 1903.

3. Cf. M. A. Ingber, « Lekcii Vladimira Lenina v Parižskoj vysšej škole obščestvennyh nauk (1902) » (Les conférences de Vl. Lenin à l'École des hautes études sociales à Paris, 1902), *Proletarskaja revoljucija*, 3, 1924 ; P. M. Stulov, « V. I. Lenin i Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže (1902-1903) » (V. I. Lenin et l'École russe des hautes études sociales de Paris, 1902-1903), *Vestnik Akademii nauk SSSR*, 1, 1934, p. 15-30 ; A. Plotnikov, « Vospominanija o lekciah Lenina v Russkoj vysšej škole v Pariže » (Souvenirs à propos des conférences de Lenin à l'École russe des hautes études à Paris), *ibid.*, p. 30-34 ; P. Moskovskij, V. Semenov, « Lekcii Lenina v Russkoj vysšej škole v Pariže » (Les conférences de Lenin à l'École russe des hautes études à Paris), *Političeskoe samoobrazovanie*, 7, 1974, p. 128-135.

4. Pour la publication des résumés de l'intervention de Lenin, cf. *Leninskij sbornik*, t. 19, Moscou, 1932.

5. G. G. Moškovič, « O vystuplenijah V. I. Lenina s lekcijami po agrarnomu voprosu v Vysšej škole obščestvennyh nauk v Pariže (v fevrale 1903 g.) » (Les interventions de Lenin avec ses conférences sur la question agraire à l'École des hautes études sociales à Paris, février 1903), *Učenie zapiski Krasnodarskogo pedagogičeskogo instituta*, 23, 1958, p. 175-188 ; *id.*, « Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže (1901-1906 gg.) » (L'École russe des hautes études sociales de Paris, 1901-1906), *ibid.*, 33, 1968, p. 135-154.

6. Ju. S. Vorob'eva, « Moskovskij Gorodskoj narodnyj universitet Šanjavskogo » (L'Université populaire Šanjavskij de la ville de Moscou). Thèse de 3e cycle, Moscou, 1973.

7. Ju. S. Vorob'eva, « Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže » (L'École russe des hautes études sociales de Paris), *Istoričeskije zapiski*, 107, 1982, p. 332-344.

8. Ju. S. Vorob'eva, « "Slušatelej budet mnogo..." Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže po pis'mam M. M. Kovalevskogo, 1901-1905 gg. » (« Il y aura beaucoup d'auditeurs... » L'École russe des hautes études sociales de Paris d'après les lettres de M. M. Kovalevskij, 1901-1905), *Istoričeskij arhiv*, 6, 1993, p. 171-179.

tion et la coopération des deux établissements pour les questions administratives et financières, ainsi que sur le plan de l'organisation de l'enseignement⁹.

Enfin, on trouve une analyse de fond des idées sociologiques, économiques et juridiques enseignées dans cet établissement dans différents travaux de caractère général¹⁰, ainsi que dans des monographies consacrées à l'œuvre des savants qui ont enseigné à l'École russe¹¹. Le dernier en date de ces articles est celui de A. Kornikov et N. Selezneva¹², où sont élucidées pour la première fois les circonstances de la fermeture de l'École, liées à l'opposition entre les étudiants S-D et S-R au sein de l'établissement.

Les sources utilisées pour l'étude de notre thème comprennent plusieurs types de documents. Ce sont avant tout les rapports et les comptes rendus de l'agence du Département de la police russe à l'étranger¹³. Les renseignements qu'on y trouve sont complétés de façon substantielle par les comptes rendus d'observation externe de la police française consacrés aux étudiants de l'établissement qui nous intéresse et à l'émigration russe à Paris en général. Ces documents sont conservés en partie dans le fonds du ministère des Affaires intérieures français aux Archives nationales¹⁴ et en partie aux archives de la Préfecture de police de Paris¹⁵.

Les documents conservés dans les fonds d'archives privées des collaborateurs de l'École sont également riches de renseignements. Les brouillons de notes, la correspondance, les carnets qu'on y trouve contiennent un grand nombre de données précieuses qui apportent un éclairage complémentaire sur la création et le fonctionnement de cette institution. On peut mentionner à titre d'exemple les fonds de I. I. Mečnikov et M. M. Kovalevskij, conservés aux archives de l'Académie des sciences de Russie¹⁶, ainsi que les archives de E. V. de Roberti aux Archives historiques centrales de Saint-Pétersbourg¹⁷, celles de E. V. Aničkov, V. V. Lesevič, S. A. Vengerov aux Archives nationales de Russie de la littérature et des arts (RGALI)¹⁸, et d'autres encore. Il faut y ajouter les nombreux matériaux d'archives

9. Ch. Prochasson, « Sur l'environnement intellectuel de Georges Sorel : l'École des hautes études sociales (1899-1911) », *Cahiers Georges Sorel*, 3, 1985, p. 16-38.

10. Cf. par exemple A. N. Meduševskij, *Istorija russkoj sociologii (Histoire de la sociologie russe)*, Moscou, 1993 ; A. P. Kazakov, *Teorija progressa v russkoj sociologii konca XIX veka (La théorie du progrès dans la sociologie russe de la fin du XIX^e siècle)*, Leningrad, 1969.

11. Cf. par exemple B. G. Safronov, *Kovalevskij kak sociolog (Kovalevskij sociologue)*, Moscou, 1960.

12. A. Kornikov, N. Selezneva, « Russkij universitet v Pariže » (L'université russe de Paris), *Vestnik RAN*, 65, 4, 1995.

13. Archives nationales de la Fédération de Russie (Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii — GA RF), f. 102 Département policier, *Russkaja vyssšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže, Osobyj otdel (Section spéciale — O. o.) 1898*, d. 3, č. 140.

14. Archives nationales de France, F 7 (Police générale).

15. Préfecture de police de Paris, Service des Archives (cité *infra* APPP).

16. Archives de l'Académie des sciences de Russie (Rossijskaja Akademija Nauk — RAN), f. 603 (fonds Sof'ja Kovalevskaja) ; f. 587 (fonds I. I. Mečnikov).

17. Central'nyj Gosudarstvennyj Istoričeskij Arhiv (CGIA), Saint-Pétersbourg, f. 687 (fonds E. V. de Roberti).

18. Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Literatury i Iskusstva (RGALI), f. 1008 (fonds E. V. Aničkov) ; f. 301 (fonds V. V. Lesevič) ; f. 113 (fonds S. A. Vengerov).

conservés à l'étranger, par exemple les volumineux souvenirs de ce même Aničkov, qui apportent un grand nombre de renseignements sur l'histoire de sa participation aux travaux de l'École russe, conservés dans les archives de l'Académie des sciences et des arts de Serbie¹⁹. Par ailleurs, nous avons pu découvrir au Département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France les cours du célèbre slaviste Paul Boyer, destinés aux étudiants de l'École russe²⁰. Enfin, la troisième source de renseignements pour l'étude de notre thème est constituée par les comptes rendus officiels (seuls ceux de l'année 1901-1902 ont été publiés en 1903)²¹, ainsi que les communications et déclarations officielles, peu nombreuses, du Conseil de l'École russe, les discours, comptes rendus de discussions et débats qui s'étaient déroulés dans ses murs, ainsi que d'autres matériaux publiés par la *Revue internationale de Sociologie*, l'organe officiel de l'Institut international de sociologie, fondé en 1894 par le sociologue français René Worms. Nous pouvons clore ici la liste des sources et de la littérature consacrée à notre thème, pour aborder l'étude de celui-ci.

La création d'une Université russe à Paris s'explique avant tout par les conditions complexes dans lesquelles s'est développé l'enseignement supérieur russe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Il s'agit avant tout du problème des relations entre le pouvoir et les universités, qui résume toute la « question universitaire » en Russie dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e. L'attraction continue, de plus en plus perceptible par le pouvoir, des étudiants pour l'activité révolutionnaire et l'aspiration du pouvoir à briser cette tendance grâce à un contrôle total de toute la sphère de l'enseignement supérieur, devaient amener logiquement les élites dirigeantes du pays à l'idée de la limitation du nombre des étudiants dans les établissements d'instruction supérieure, au détriment des éléments indésirables et nuisibles pour la sécurité de l'État. On peut rappeler à ce propos la phrase, devenue célèbre, de l'un des artisans de l'élaboration et de la mise en œuvre du statut des universités de 1863, le baron M. A. Korff :

« Soyons sincères avec nous-mêmes. Avons-nous décidé cette révision de l'enseignement actuel dans nos universités pour nous limiter à la modification du rôle des curateurs, à la multiplication des facultés, à la création des *privat-dozenten* et autres mesures du même genre [...] le but principal de la réforme n'était-il pas tout à fait autre, à savoir d'éviter autant qu'il est possible, et de prévenir dans le futur ces événements regrettables qui se sont produits parmi les étudiants et ont assombri la fin de l'année 1861. »²²

19. Archives de l'Académie des sciences et des arts de Serbie, f. 8259.

20. Bibliothèque nationale de France (BNF), Département des manuscrits, Mss., N.a.fr. 18861, f. 104-105, Papiers Paul Boyer.

21. Ju. S. Gambarov, « Otčet o sostojanii i dejstvijah Russkoj vysšej školy obščestvennyh nauk za 1901-1902 učebnye gody » (Rapport sur la situation et les activités de L'École russe des hautes études sociales à Paris durant les années scolaires 1901-1902), in *id.*, Kovalevskij M. M. *Russkaja vyššaja škola v Pariže* (Kovalevskij M. M. *L'École supérieure russe de Paris*), Rostov/Don, 1903.

22. Cité d'après R. G. Ejmontova, *Russkie universitety na putjah reformy* (Les universités russes sur la voie des réformes), Moscou, 1993, p. 146.

Ainsi, étaient automatiquement exclus de l'université les participants aux manifestations étudiantes. Les limitations de l'accès aux études supérieures imposées à certains groupes sociaux ou nationaux jouaient, fort logiquement, le même rôle de prévention. Il s'agit, avant tout, du *numerus clausus* imposé aux juifs²³, de la politique de russification de l'instruction dans le Royaume de Pologne²⁴, des célèbres oukazes sur « les fils de cuisinières », et autres mesures de moindre importance. La conséquence de ces mesures fut que la Russie, tout en étant la nation la plus peuplée, occupait à la fin du XIX^e siècle le dernier rang en Europe pour le nombre d'étudiants par habitant²⁵.

Une autre raison, étroitement liée à la première, était l'impossibilité dans laquelle se trouvaient beaucoup de savants russes, qui nourrissaient des idées différentes de l'idéologie officielle, d'exprimer et de propager ces idées du haut des chaires universitaires. À la fin du XIX^e siècle, pour toutes sortes de raisons, plusieurs dizaines de professeurs d'une grande notoriété étaient interdits d'enseignement dans les établissements supérieurs russes. Rappelons quelques faits : Il'ja Mečnikov, médecin russe très connu et fondateur de l'école russe d'immunologie, dut prendre sa retraite pour cause de désaccord avec la révision des statuts des universités en 1863 et quitta la Russie pour la France, où il prit quelques années plus tard la tête de l'Institut Pasteur. Maksim Kovalevskij, historien russe de premier plan et juriste, fut exclu des cadres de l'université de Moscou pour avoir critiqué publiquement le système politique de l'autocratie, et se vit privé du droit d'enseigner dans les établissements d'enseignement supérieur russes jusqu'en 1905. Jurij Gambarov, collègue de Kovalevskij à la faculté de droit de l'université de Moscou, subit le même sort et fut exclu de l'université pour avoir apporté son soutien au mouvement politique arménien dans le Caucase. Le célèbre médiéviste russe Pavel Vinogradov fut chassé de l'université de Moscou pour avoir, de l'avis du pouvoir, manifesté un libéralisme excessif dans son action de médiation entre les étudiants et le ministère de l'Instruction publique en 1901. On pourrait continuer cette liste. Il est naturel que tous ces gens, privés de la possibilité de se réaliser professionnellement dans leur pays, aient cherché un débouché hors des frontières de la Russie.

La troisième raison, comme le montre fort bien le dernier livre du spécialiste de l'histoire de l'enseignement supérieur, A. E. Ivanov²⁶, est l'insuffisance, dans les établissements d'enseignement supérieur impériaux, des filières spécialisées dont

23. Cf. S. M. Dubnov, *Evrei v Rossii i Zapadnoj Evrope (Les juifs en Russie et en Europe occidentale)*, Moscou, 1923, p. 72-73.

24. Cf. A. A. Kornilov, *Russkaja politika v Pol'she so vremen razdelov i do načala XX veka (La politique russe en Pologne à partir de l'époque des partages jusqu'au début du XX^e siècle)*, Petrograd, 1915, p. 86.

25. A. E. Ivanov, *Vysšaja škola Rossii v konce XIX-načale XX veka (L'enseignement supérieur en Russie fin XIX^e-début XX^e siècle)*, Moscou, 1991, p. 23.

26. A. E. Ivanov, *Studenčestvo Rossii konca XIX-načala XX veka. Social'no-istoričeskaja sud'ba (Les étudiants de Russie fin XIX^e-début XX^e siècle. Destin social et historique)*, Moscou, 1999, p. 341.

l'économie russe avait besoin, en particulier pour la formation d'ingénieurs et d'agronomes. Cela incitait beaucoup de jeunes gens à combler cette lacune de l'enseignement supérieur russe hors des frontières de leur pays.

Enfin, une dernière raison, un peu à part, mais tout aussi importante, était l'émigration massive, en particulier parmi la population juive et polonaise. Selon les données officielles du Département des taxes douanières du ministère du Commerce extérieur²⁷ pour les années 1891-1903, plus de 500 000 personnes, si l'on comptabilise seulement les gens munis d'un passeport pour l'étranger, ont quitté le pays. (Cf. tableau ci-dessous).

année	sortants*	entrants*	solde migratoire*
1891	137.2	95.1	– 42.1
1892	126.8	86.9	– 39.9
1893	135.7	87.1	– 48.6
1894	111.5	84.8	– 26.7
1895	142.1	112.4	– 29.7
1896	156.0	128.2	– 27.8
1897	159.3	133.3	– 26.0
1898	175.9	136.6	– 39.3
1899	187.3	142.1	– 45.2
1900	229.9	194.9	– 35.0
1901	232.8	193.0	– 39.8
1902	212.7	175.1	– 37.6
1903	246.6	178.7	– 67.9
total	2 253.8	1 748.2	– 505.6

* en milliers

L'émigration clandestine était, bien entendu, nettement plus importante et incluait une forte composante révolutionnaire. Dans la mesure où tous les émigrants qui quittaient le pays avaient eu à subir un préjudice quelconque au cours de leur vie en Russie, les propagandistes révolutionnaires trouvaient en eux un terrain favorable au développement de leurs idées.

L'apparition à l'étranger d'une importante population russophone, associée par ailleurs à l'impossibilité de faire des études supérieures en Russie et au désir d'étudier en russe, devait forcément conduire à l'ouverture d'établissements supérieurs russes à l'étranger, qui offraient un contraste frappant avec les formes traditionnelles de l'organisation des études en Russie.

27. *Obzor vešnej torgovli Rossii po evropejskoj i aziatskoj granicam (Panorama du commerce extérieur de la Russie aux frontières européenne et asiatique)*, Saint-Pétersbourg, 1892-1917. Les données mises en parallèle sont extraites de ces publications pour les années 1893-1903.

C'est à ce moment-là que s'imposa l'idée de créer des universités libres, appliquée dans les pays d'Europe occidentale depuis le milieu du XIX^e siècle. Le trait distinctif de ce type d'établissements par rapport aux établissements « traditionnels » était leur totale indépendance formelle de l'État, et, en conséquence, l'absence d'un grand nombre de facteurs restreignant ailleurs l'accès aux études supérieures. En effet, l'accès à ces établissements n'était soumis à aucun examen particulier, aucune attestation de fin d'études secondaires n'était exigée, les femmes étaient admises au même titre que les hommes, il n'y avait aucune restriction d'âge ou autres. La seule condition, dans la plupart des établissements, était le paiement d'une somme minime pour les frais de scolarité, et le désir d'étudier. Leur programme était prévu pour deux ans et tenait compte du fait que les étudiants potentiels travaillaient dans la journée. Ce qui explique le développement de ce phénomène nouveau qu'étaient les cours du soir. Les programmes de certaines de ces universités libres prévoyaient, en plus de l'assistance à leurs propres cycles de cours, la fréquentation facultative ou obligatoire de certains cours dans les universités « traditionnelles »²⁸.

Ainsi, ce nouveau type d'établissements supérieurs, représenté par les universités libres, reflétait un désir d'accéder aux études supérieures assez largement répandu parmi la population des pays d'Europe occidentale. Étant par définition « libres », ces écoles étaient ouvertes aux nouvelles tendances, aussi bien dans le domaine de la politique que des sciences et réagissaient activement aux défis du moment, sans craindre les débats sur des sujets polémiques et brûlants, y compris politiques. Aux yeux de la jeunesse du milieu du XIX^e siècle, cela leur donnait une supériorité sur les corporations universitaires européennes, fermées, traditionnellement apolitiques et dont l'accès était conditionné par toutes sortes de limitations formelles. Parmi ces établissements, on peut en citer quelques-uns qui devaient acquérir par la suite prestige et renommée, par exemple la London School of Economics and Political Science, fondée en 1898, et d'autres, qui exercèrent une certaine influence, mais durent fermer par la suite, comme la Nouvelle université de Bruxelles (1900). Nous ne nous attarderons pas, dans le cadre de cet article, sur les caractéristiques positives ou négatives de cette forme d'organisation des études. Cette question exigerait une étude particulière²⁹.

Mais un fait nous intéresse directement : la présence, en raison des circonstances énoncées plus haut, d'un grand nombre de Russes parmi les étudiants et les professeurs des universités libres. À l'Université libre de Bruxelles, déjà mentionnée, les étudiants et professeurs russes étaient tellement nombreux que le russe était l'une des langues de travail au sein de l'établissement, au même titre que le français ou l'anglais³⁰.

28. Pour plus de détails, cf. M. M. Kovalevskij, « Vol'nye školy obščestvennyh nauk » (Les écoles libres de sciences sociales), *Strana*, 20, 1906.

29. Ju. S. Vorob'eva, *Obščestvennost' i vyššaja škola v Rossii v načale XX veka* (L'opinion publique et l'enseignement supérieur en Russie au début du XX^e siècle), Moscou, 1994.

30. *Ibid.*

Par ailleurs, la seconde partie du XIX^e siècle a vu apparaître et se développer rapidement une nouvelle discipline scientifique : la sociologie. Je ne chercherai pas ici, faute de temps, à caractériser l'importance des travaux des fondateurs du positivisme, Auguste Comte et Charles Spencer, dans la naissance et le développement de cette discipline. Il importe de rappeler cependant que, sur le plan institutionnel, cette discipline a commencé à s'organiser en tant que branche autonome de la connaissance seulement à la fin du XIX^e. C'est à ce moment-là qu'est apparu en Europe tout un réseau de collèges et d'établissements universitaires qui se donnaient pour tâche la formation de savants-sociologues. Un grand nombre de ces établissements avaient le statut d'établissement d'enseignement supérieur libre. Parmi eux, on peut citer l'École libre des sciences sociales de Stockholm (1890), la faculté de sociologie de l'université de Londres (1898), l'École libre des sciences sociales de Milan (1897), le Collège libre des sciences sociales de Paris (1898) et l'École des hautes études sociales (1900), liée au précédent.

Ce dernier établissement fut créé sur l'initiative, et avec la contribution matérielle et organisationnelle du député français, le docteur Eugène Delbet, exécuteur testamentaire d'Auguste Comte. Des savants reconnus et des personnalités publiques comme Émile Vandervelde, Hubert Lagardelle, Charles Seignobos, Georges Sorel, participèrent également à la mise sur pied de l'établissement. À son ouverture, l'École comptait trois sections : l'École de journalisme, l'École sociale et l'École morale. Un peu plus tard vint s'y ajouter une section d'art. De plus, on y rattacha également le Collège des sciences sociales. Toute personne qui le souhaitait pouvait, sans restriction aucune, devenir étudiant de cette école. Les frais d'études s'élevaient à trente francs par an. Le programme était établi sur un cycle de deux ans. L'École délivrait deux types de diplômes : un diplôme de fin d'études de section et un diplôme de l'École. Pour obtenir le diplôme de fin d'études de section, il fallait suivre l'ensemble des cours de l'université et rédiger un mémoire. Ensuite, le professeur responsable de la préparation du diplôme faisait part des résultats au Conseil de section, qui donnait son accord pour l'attribution du diplôme. Le deuxième type de diplôme pouvait être obtenu par tous les étudiants qui avaient terminé deux sections ou plus, sans épreuves particulières, mais à condition que les deux mémoires fussent consacrés à un thème de sociologie³¹. Cet établissement universitaire était considéré par les pouvoirs politiques français, sinon comme « socialiste », du moins comme ultra-libéral. En témoignent des documents attestant une surveillance externe de la part de la police française³². Cela ressort des rapports des limiers de la police sur les passions politiques des étudiants ou sur les cours de tel ou tel professeur de l'École. Son libéralisme apparaissait dans des circonstances curieuses, comme cette démarche du Conseil de l'École auprès de la police, sollicitant « l'autorisation pour les étudiantes de venir aux cours en habit

31. Pour les statuts de cet établissement, cf. *Cahiers de la Quinzaine 1900-1901*, série II, vol. 1, p. 31-46.

32. Archives nationales de France, F 7 12914. Affaires diverses. École des hautes études sociales, f. 2.

masculin, étant donné l'inconfort du costume féminin pour monter à bicyclette »³³. Le corps enseignant de cet établissement comprenait, dès le départ, un certain nombre de savants russes. Citons parmi eux le professeur de la Nouvelle université de Bruxelles, V. Lesevič³⁴, et Maksim Kovalevskij³⁵.

Je me suis attardé sur les détails de l'histoire de cet établissement parce que c'est justement au sein de celui-ci que fut créée en novembre 1901 l'École russe des hautes études sociales.

Maksim Kovalevskij formule pour la première fois l'idée d'ouvrir à Paris un cycle de conférences en russe ayant pour thème le droit civil et public russe en complément des cours que dispensaient le Collège libre des sciences sociales et l'École de droit, dans une lettre à Ju. S. Gambarov datée de l'automne 1899. « Si l'entreprise était couronnée de succès — écrivait Kovalevskij — on pourrait l'élargir et former une sorte de faculté étrangère de droit. »³⁶

Cependant, la véritable histoire de cette institution remonte à l'Exposition universelle de Paris en 1900. À cette occasion, une Association internationale avait été créée, à l'initiative de Léon Bourgeois, pour contribuer au développement des sciences, de l'art et de l'instruction. Cette association décida de fonder une École internationale, qui aurait pour but d'apporter un éclairage complémentaire aux objets exposés dans les pavillons en développant un récit vivant sur les pays qui présentaient ces pavillons, sur le développement des sciences, des arts et de la culture dans ces pays. C'est ainsi que, dans le cadre de l'Exposition, furent mis sur pied des comités préparatoires nationaux, avec une structure autonome et un Bureau central élu pour deux ans chargé de coordonner le travail commun. Les membres de ce Bureau étaient, en plus de Léon Bourgeois, le sociologue français René Worms, le professeur Mauvert pour le Canada, Heili pour les États-Unis, Geddes pour la Grande-Bretagne et Jurij Gambarov pour la Russie³⁷. La composition de ce Bureau devait être renouvelée à l'occasion des assemblées générales de l'Association qui avaient lieu tous les deux ans. Les décisions de ces assemblées avaient caractère d'obligation pour les Comités nationaux. Le siège permanent de ce Bureau était fixé à Paris.

La « Section russe » de cette Association internationale fut parmi les premiers comités nationaux à se mettre en place³⁸. Elle comprenait les professeurs M. Kovalevskij et Ju. Gambarov, I. I. Mečnikov, qui était établi depuis longtemps à Paris et collaborait à la revue russe éditée à Paris, *La philosophie positive*, et E. V. de

33. *Ibid.*, f. 4.

34. Les cours des professeurs du collège sont publiés dans *Morale sociale, leçons professées au collège libre des sciences sociales par MM. G. Belot, Marcel Bernès, ... Brunschvicg, ... F. Buisson, ... Dauriac, ... Delbet, ... Ch. Gide, ...* Préface de Emile Boutroux, Paris, 1899.

35. Sur les cours de Kovalevskij au Collège libre des sciences sociales, voir la publication de V. A. Gol'cov, in *Russkoe bogastvo*, 12, 1897, p. 179-180.

36. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 690, l. 1 ob.

37. V. P. Hoprov, « Vysšaja Russkaja škola obščestvennyh nauk v Pariže » (L'École russe des hautes études sociales de Paris), *Vestnik vospitanija*, 1, 1902, p. 147.

38. *Meždunarodnaja škola Parižskoj vystavki*, op. cit., p. 5.

Roberti. Lev Tolstoj consentit à en être membre d'honneur. La charge de président revint à Mečnikov, avec Kovalevskij et Gambarov pour vice-présidents.

Le budget de l'École internationale était fixé à 10 600 francs français³⁹. Les sources de financement des différents comités nationaux étaient diverses. La section allemande, par exemple, fut patronnée dès le début par le commissaire allemand de l'Exposition universelle, la section française prélevait un droit d'entrée aux conférences publiques, les Anglais et les Américains étaient financés par des dons privés⁴⁰.

Il faut noter, comme le montrent de façon irréfutable les documents du Commissariat russe à l'Exposition universelle, que les représentants officiels russes ne versèrent pas un rouble pour soutenir cette initiative éducative de la communauté scientifique internationale⁴¹. Aussi, les organisateurs durent-ils compter sur leurs seules forces.

Les membres de la Section russe ne devaient pas non plus attendre une importante contribution financière de la part des auditeurs de l'école. Nous trouvons une explication à cet état de choses dans un passage éloquent d'une lettre que le doyen de l'Église russe auprès de l'ambassade de Russie en France, l'archiprêtre Jakov Smorodin, adressait au directeur du Département de la police.

« [...] L'Exposition qui a lieu à Paris cette année, commence à attirer beaucoup de monde, y compris parmi nos concitoyens. Cependant, le plus étonnant, c'est que ces gens sont sans passeport, ou carrément sans aucune profession, leur incapacité à se procurer des moyens d'existence est certainement bien connue de la police, ainsi que des autres instances civiles qui les envoient ici. Plus d'une centaine d'entre eux, arrivant chez moi dans un état de misère totale, ont déclaré le plus souvent ne rien posséder et se trouvent ici, en pays étranger, totalement dépourvus de moyens de subsistance [...]. »⁴²

Il est clair que, étant donné la situation matérielle des auditeurs potentiels de l'école, les cotisations d'entrée et le budget général, qui reposait sur ces cotisations, ne pouvaient être élevés.

Et c'était bien la réalité. En fin de compte, les moyens financiers rassemblés pour le fonctionnement de la Section russe provenaient pour l'essentiel de souscriptions recueillies auprès des membres fondateurs et des cotisations de dix francs demandées aux auditeurs qui souhaitaient devenir membres effectifs de l'Association⁴³.

Les cours et les séminaires des professeurs russes qui eurent lieu par la suite remportèrent un vif succès auprès des visiteurs russophones de l'exposition. Pendant toute la durée de l'existence de l'École internationale, les professeurs russes firent 51 conférences⁴⁴. Certaines d'entre elles attirèrent jusqu'à 350 auditeurs.

39. *Ibid.*, p. 2.

40. *Ibid.*, p. 3.

41. GA RF, f. 102, Département policii, 1898 3 D. P. *O vseimiroj vystavke v Pariže v 1900 g. (L'Exposition universelle à Paris en 1900)*, d. 1286, l. 35.

42. *Ibid.*, l. 54.

43. *Ibid.*, l. 5.

44. *Ibid.*

Une grande partie de ces gens appartenait à la communauté des étudiants russes de Paris. Cette communauté était composée de ressortissants de l'empire russe, qui faisaient leurs études dans des établissements français, et avaient, sous une forme coopérative, leur propre cantine étudiante.

À l'origine, c'était un magasin coopératif de produits alimentaires, où les étudiants russes pouvaient acheter à prix réduit les denrées indispensables. Cette coopérative était située 10, rue Flatters. Elle rencontra un tel succès que bientôt le local loué devint trop exigü, et la coopérative fut transférée au 23, rue de la Glacière et fut dirigée par l'étudiant en médecine Porfirij Tjutjunov. Par la suite, cependant, le bail de ce local fut rompu, à l'initiative du propriétaire, qui se plaignait de « la tenue choquante des habitués de la cantine, qui salissaient l'escalier avec leurs chaussures dégoûtantes qu'ils ne se donnaient jamais la peine d'essuyer, et importunaient les locataires par leurs rassemblements bruyants et leurs chants révolutionnaires... »⁴⁵. La cantine fut alors transférée au 8 de la rue Bertholet, où les organisateurs réussirent à signer un bail pour six ans. D'après les déclarations du gérant de la cantine, Abraham Solomonov, au cours d'une conversation privée avec un agent de la police russe, la cantine vendait en 1901 jusqu'à 400 repas par jour et on peut donc estimer que le nombre des membres de cette communauté atteignait au moins ce chiffre⁴⁶.

Le soir, cette communauté se transformait en société. Les étudiants avaient la possibilité d'utiliser la bibliothèque qui se trouvait dans le local et de discuter de leurs problèmes. Il y avait également une chorale⁴⁷.

Il est intéressant de noter que cet établissement avait attiré l'attention de la police française à cause de son nom (en 1901 il s'appelait « Restaurant d'étudiants russes, mais non payé pas »). De plus, on apprit très vite que la cantine avait même bénéficié d'un crédit de 400 francs de la part du propriétaire du local. Il était difficile de comprendre comment serait remboursé ce crédit, puisque la cantine était gratuite, mais, comme le mentionne un document de la Préfecture de police, « si quelqu'un pose une question au sujet du paiement, les étudiants répondent qu'ils ne savent rien, car la nourriture est distribuée aux frais de la communauté... »⁴⁸. Une enquête, menée par le chef de l'agence parisienne de la police russe à l'étranger, L. A. Rataev, permit d'établir que les subsides pour le remboursement du crédit et le fonctionnement de la cantine provenaient du Fonds Rothschild de bienfaisance⁴⁹.

Ainsi que l'a écrit le correspondant de la revue russe *Vestnik vospitanija*, V. P. Hoprov : « [...] ce sont justement eux [les étudiants] qui, les premiers, ont

45. GA RF, f. 102, Département policii, O. o. 1903. *Russkoe studenčeskoe obščestvo v Pariže* (*La société des étudiants russes à Paris*), d. 1292, l. 5.

46. *Ibid.*, l. 6.

47. Curieusement, la police française qui suivait d'un œil attentif les activités de la communauté a conservé dans ses archives les paroles de certaines chansons en vogue chez les étudiants russes et qui circulaient dans leur milieu, imprimées sur des feuilles. APPP, BA 196, Socialisme en Russie 1871-1901. Chansons.

48. APPP BA 1708. Société des étudiants russes, p. 2.

49. *Ibid.*

exprimé le souhait que les cours de l'École internationale deviennent permanents »⁵⁰.

Par la suite, il apparut que les initiateurs de la Section russe eux-mêmes, Jurij Gambarov et Maksim Kovalevskij, avaient trouvé l'idée réalisable. Assumant le risque que représentait une telle entreprise, ils envisageaient de travailler dans ce sens, à titre expérimental, pendant deux ans (c'est-à-dire jusqu'aux prochaines élections à la Section russe de l'Association internationale dans le cadre de l'Exposition universelle). Ce sont eux qui financèrent l'entreprise à ses débuts en engageant une partie de leurs économies personnelles. Comme le déclara par la suite Gambarov, l'organisation de l'École revint à 3 000 francs (1 100 roubles), la moitié de cette somme étant fournie par les professeurs, l'autre moitié par les auditeurs⁵¹. Maksim Kovalevskij a noté dans ses archives ce fait extrêmement curieux : l'ouverture de l'école ne fut possible qu'après qu'un donateur anonyme eut déposé au Crédit Lyonnais, pour couvrir les besoins du nouvel établissement, la coquette somme de 30 000 francs⁵². Un autre donateur anonyme fit également, de Cannes, un versement de 1 000 francs⁵³. Ce détail montre bien qu'en Russie et hors de Russie, il existait des gens ou des groupes intéressés par la création d'un tel établissement d'enseignement supérieur. Malheureusement, nous ne disposons d'aucun indice pour connaître l'identité des donateurs, on sait seulement que les chèques furent transmis de la main à la main par deux auditeurs de l'École⁵⁴.

Les statuts de l'École russe des hautes études sociales se sont conservés dans les archives de la police secrète russe. Il ressort de la lecture de ce document que la totalité du pouvoir dans cet établissement appartenait à un Conseil, composé des professeurs de l'École, qui choisissait parmi ses membres un Comité d'administration. Ce dernier comprenait cinq membres : un président, deux vice-présidents, un secrétaire général et son adjoint⁵⁵. Le président de l'École fut Mečnikov, les vice-présidents de Roberti et Kovalevskij. Le psychologue français Victor Henri fut nommé secrétaire général⁵⁶. Le Comité d'administration avait pour tâche d'organiser l'enseignement à l'École, de veiller à son bon fonctionnement et de recruter les professeurs.

Les statuts prévoyaient également l'existence d'un Conseil de tutelle de l'École. En 1903, ce Conseil était composé de 31 personnes, choisies parmi des scientifiques français de premier plan et des personnalités publiques. Parmi eux figuraient Léon Bourgeois, Émile Vandervelde, député au Parlement belge, personnalité politique en vue et professeur à la Nouvelle université de Bruxelles, le directeur de

50. V. P. Hoprov, *art. cit.*, p. 137.

51. Ju. S. Gambarov, *Kovalevskij M. M. ...*, *op. cit.*, p. 3.

52. Archives RAN, f. 603 (fonds Sof'ja Kovalevskaja), Correspondance, op. 1, d. 126, l. 285.

53. G. G. Moškovič, « Russkaja vysšaja škola... », *art. cit.*, p. 145.

54. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 1706, l. 82.

55. GA RF, f. 102, Departament policii, O. o. 1903, d. 986. *Doveritel'nyj otzyv russkogo posol'stva v Pariže o Russkoj vysšej škole obščestvennyh nauk Ministerstvu Vnutrennih del (Rapport confidentiel de l'ambassade russe à Paris au ministère des Affaires intérieures sur l'École russe des hautes études sociales)*, l. 10 ob.

56. Ju. S. Gambarov, *Kovalevskij M. M. ...*, *op. cit.*, p. 4.

l'Institut Pasteur, E. Dulot, et d'autres⁵⁷. D'après les renseignements dont nous disposons, il est difficile de se faire une idée précise des prérogatives de ce Conseil de tutelle. Nous savons seulement qu'il se réunissait une, ou même deux fois par an, pour discuter des possibilités d'amélioration du système d'enseignement⁵⁸.

Si le lieu d'installation du nouvel établissement — Paris — ne suscitait aucun doute, il n'en allait pas de même des statuts, des structures d'organisation, du paiement des droits de scolarité et d'autres problèmes « techniques » qui exigeaient des décisions urgentes. Le large cercle de relations scientifiques et personnelles de Maksim Kovalevskij s'avéra ici fort utile. À cette époque, il jouissait d'une certaine notoriété dans les milieux scientifiques et universitaires français. Ses cours au Collège libre des sciences sociales, rattaché à l'École libre des hautes études sociales, remportaient un grand succès parmi la jeunesse estudiantine⁵⁹.

Selon le témoignage de Kovalevskij, l'École obtint sans difficultés du ministère français de l'Éducation nationale l'autorisation d'enseigner, « [...] à condition que l'enseignement n'y présente pas un caractère anti-français ou confessionnel »⁶⁰. Les archives françaises apportent un témoignage semblable⁶¹. Mais cela ne résolvait pas pour autant tous les problèmes. Les moyens dont disposaient les fondateurs de l'École étaient insuffisants pour à la fois payer le loyer des locaux, rémunérer les professeurs et couvrir les frais de mission des professeurs invités de Russie.

On trouva une issue dans le rattachement de l'École russe à l'École des hautes études sociales. L'École russe gardait une totale indépendance, une structure autonome, mais était soumise aux règles générales de fonctionnement de l'École française, telles qu'elles étaient établies dans ses statuts⁶².

Il faut noter que cette question des conditions de l'existence en France de cet établissement supérieur russe ne fait pas l'unanimité. Les fondateurs de l'École russe eux-mêmes ne précisent nulle part leur lien de subordination par rapport aux établissements français auxquels s'apparente leur École. Ce qui explique que, dans la littérature consacrée à l'histoire de l'École, celle-ci est souvent présentée comme un établissement totalement indépendant. C'était le point de vue de la majorité des correspondants de la presse russe à l'époque de l'existence de l'École, c'est aussi le point de vue d'un grand nombre de chercheurs. L'ouvrage de Ju. S. Vorob'eva cité plus haut en est un bon exemple.

57. GA RF, f. 102, Département policii, O. o. 1903, d. 986, l. 10.

58. *Ibid.*

59. On peut juger de l'énorme impression produite par les cours de Kovalevskij sur les étudiants du Collège libre des sciences sociales d'après les propos du célèbre critique littéraire français, Francisque Sarcey, rapportés par V. A. Gol'cov. Il racontait que « la salle où se déroulaient les cours était archicomble et que les auditeurs buvaient littéralement les paroles de l'intervenant [...]. Je suis sorti de la salle de cours absolument enthousiasmé par ce que j'avais vu et entendu. », V. A. Gol'cov, *art. cit.*, p. 180.

60. Archives RAN, f. 603 (fonds Sof'ja Kovalevskaja), Correspondance, op. 1, d. 126, l. 285.

61. Archives nationales de France, F. 17 14184, Affaires diverses, École des hautes études sociales, dossier 17, f. 4.

62. Archives RAN, f. 603 (fonds Sof'ja Kovalevskaja), Correspondance, op. 1, d. 126, l. 334.

Par ailleurs, on trouve dans les travaux de G. G. Moškovič déjà mentionnés une interprétation quelque peu différente des choses. Soulignant que les lois françaises excluaient l'existence indépendante d'un établissement d'enseignement étranger, l'auteur voit dans le Conseil de tutelle, composé de scientifiques et de personnalités publiques français, une sorte d'organe de contrôle de la société française sur un établissement d'enseignement étranger⁶³.

Dans cette question, nous sommes plus enclins à suivre la position de l'historiographie française énoncée plus haut, à savoir que l'École russe faisait partie de l'École française des hautes études sociales. Et ceci non seulement parce que, pendant toute la durée de son existence, l'École russe a occupé des locaux appartenant à l'École française, mais aussi parce que, dans tous les documents officiels de l'École française, l'École russe figure en tant que composante de celle-ci. Cela apparaît également si l'on compare les statuts des deux établissements : leur parenté est flagrante. Nous avons mis en regard ci-dessous quelques points de ces deux documents :

École russe des hautes études sociales ⁶³	École des hautes études sociales ⁶⁴
programme	
§3 le programme de l'École comprend : a) des cours consacrés aux différentes branches des sciences sociales b) des cours complémentaires c) des travaux pratiques d) des recherches sociologiques	§3 L'enseignement comprend des cours et des conférences. Chaque professeur garde la liberté d'enseignement et la responsabilité de ses opinions.
conditions d'accès	
§4 Les professeurs de l'École et les personnes chargées d'y faire des conférences jouissent d'une totale liberté dans leur enseignement sous leur responsabilité et dans les limites autorisées par la législation française. §8 L'École est ouverte à tous. §9 Les personnes qui souhaitent être admises comme auditeurs libres sont incluses dans la liste des étudiants et reçoivent un numéro d'inscription qui leur donne le droit d'assister à tous les cours et conférences. §11 L'inscription se fait au secrétariat au début de l'année universitaire. §13 Les droits d'inscription sont de 30 francs pour les auditeurs libres et de 10 francs pour l'assistance au cours dans chacune des trois sections.	§10 Sont admises à suivre les cours toutes les personnes qui en font la demande, sous les conditions suivantes : 1. Inscription au secrétariat. 2. Versement d'un droit d'inscription général de 20 francs et d'un droit d'inscription spécial de 10 francs par section.

63. G. G. Moškovič, « Russkaja vyššaja škola... », *art. cit.*

64. GA RF, f. 102, Département policii, O. o. 1903, d. 986, *Ustav Russkoj vyššej školy obščestvennyh nauk v Pariže (Statuts de l'École russe des hautes études sociales de Paris)*, l. 10-10 ob.

65. *Cahiers de la Quinzaine 1900-1901*, série II, vol. 1, p. 31-46.

diplôme	
§5 Pour obtenir le diplôme les étudiants doivent : 1 Présenter l'attestation de trois professeurs de l'École certifiant leur succès dans les études. 2 Présenter un mémoire sur un sujet approuvé et admis à la soutenance par le Conseil des professeurs. 3 Soutenir publiquement leur mémoire.	§1 L'École des Hautes Études sociales délivre deux sortes de diplômes : un diplôme de section et un diplôme d'École. §2 Le diplôme de section porte le titre de la section qui l'aura délivré. Pour l'obtenir, le candidat devra justifier de deux ans de scolarité, et prouver soit par un travail original se rapportant à l'un des cours, soit par tout autre moyen, qu'il a bénéficié de l'enseignement reçu. L'appréciation de son travail et, plus généralement, celle de sa candidature, est laissée à un professeur nommé par le Conseil d'enseignement de la section. Après rapport de ce professeur et après avoir, s'il le juge nécessaire, fait comparaître devant lui le candidat, le Conseil accorde ou refuse le diplôme. §3 Le diplôme de l'École est conféré, sans examen nouveau, à tous les élèves de l'École des Hautes Études sociales qui présenteront deux diplômes de section, à la condition que l'un de ces diplômes soit toujours celui de l'École sociale. §4 Une réduction de la durée des études pourra être accordée aux étudiants étrangers sur demande appuyée par les présidents de section.

Comme on le voit, la parenté, et même parfois la similitude d'un grand nombre de points des deux documents, ne fait aucun doute.

L'intégration dans une structure pédagogique plus grande ne dispensait pas l'École russe des inspections et vérifications de la part du ministère français de l'Instruction publique. Maksim Kovalevskij rappelle comment se déroulaient ces inspections : deux fois par an débarquait à l'École un inspecteur, qui ne comprenait en général pas un mot de russe, auquel on communiquait les noms des professeurs et les sujets de leurs cours. Par ailleurs, comme en témoignent les documents, l'École faisait aussi l'objet d'une surveillance discrète, aussi bien de la part de la police russe que de la police française.

L'intégration dans un établissement d'enseignement français était très avantageuse pour les fondateurs de l'École russe, cela leur évitait les dépenses et formalités liées à une existence indépendante dans un pays étranger. De plus, cela leur donnait le droit d'utiliser une partie des salles de cours dans les bâtiments qu'occupait leur nouveau partenaire français au 16, rue de la Sorbonne. L'École russe pouvait même compter sur une part de la subvention de 12 000 francs attribuée par le Parlement français à l'École des hautes études sociales⁶⁶.

66. Ch. Prochasson, *art. cit.*, p. 22.

Comme nous l'avons déjà vu, les frais de scolarité à l'École étaient de 30 francs, et pour les auditeurs qui étudiaient parallèlement dans plusieurs sections, ces droits étaient de 10 francs par section. Les étudiants sans ressources étaient totalement exonérés de ces droits. Les auditeurs de conférences isolées payaient 30 centimes l'entrée⁶⁷.

En s'intégrant à l'université française, l'École russe avait adopté la structure administrative française (un président, des vice-présidents, un secrétaire général) et un système de diplôme semblable, déjà évoqué plus haut⁶⁸.

L'ouverture de l'École russe des hautes études sociales fut annoncée dans la *Revue internationale de Sociologie*⁶⁹ ; elle se fit le 19 novembre 1901, dans une ambiance très solennelle, en présence d'un grand nombre d'auditeurs, de professeurs et d'invités. On fit lecture de messages de félicitations adressés par des étudiants de Moscou, des statisticiens des *zemstva* de Moscou, des étudiants de l'Institut d'agriculture et des personnes privées⁷⁰. Maksim Kovalevskij fit un discours-programme en russe et en français. Dans ce discours, il souligna l'importance de la sociologie comme nouvelle discipline synthétique, appelée à réunir en un tout les acquis de la plus grande partie des sciences sociales « traditionnelles », aussi bien l'histoire que l'économie, l'ethnographie ou les sciences politiques. Cherchant à définir les tâches du nouvel établissement dans ce domaine, il déclara :

« [...] Et donc, il nous a semblé que c'était une mission neuve et utile que de rassembler en un seul foyer toutes ces connaissances qui se complètent et sont étroitement liées entre elles et, sur le terrain ainsi constitué, de construire, sinon des tentatives autonomes d'élaboration d'une étude abstraite de la société, du moins une critique des tentatives faites par d'autres dans cette direction. »⁷¹

Cette mission, selon Kovalevskij, ne pouvait être menée à bien qu'en s'appuyant sur une méthode historique comparative. Il pensait que l'histoire se dévoile à nous dans une transformation progressive de formes nationales en formes plus universelles. Cela concerne aussi le passage des religions nationales aux religions universelles et l'évolution des goûts particuliers vers des idéaux universels dans le domaine de la création artistique. Enfin, « dans l'accumulation progressive de connaissances générales positives et d'une technique scientifique qui s'appuie sur elles, cette même histoire permet de découvrir les bases solides sur lesquelles la sphère civile et la culture progressent et s'étendent. »⁷²

67. Ju. S. Gambarov, *Kovalevskij M. M. ...*, op. cit., p. 5.

68. *Ibid.*, p. 9.

69. *Revue internationale de Sociologie*, 11, 1901, p. 856.

70. G. G. Moškovič, « Russkaja vysšaja škola... », art. cit., p. 144.

71. M. M. Kovalevskij, « O zadačah školy obščestvennyh nauk », art. cit., p. 2.

72. *Ibid.*, p. 5.

De là découlaient des tâches générales que les fondateurs de l'École voyaient se profiler devant eux.

« L'originalité de notre enseignement consistera, premièrement, en un exposé parallèle présenté par des spécialistes d'économie et d'éthique, de droit et de politique, sans parler d'ethnographie et d'autres sciences connexes et, deuxièmement, en l'application à toutes ces sciences d'une méthode historique, ou plutôt historique comparative. »⁷³

Sans promettre aux étudiants de faire d'eux des professionnels de l'économie, de la finance ou de la politique, Kovalevskij déclarait cependant que les connaissances acquises à l'École devaient leur permettre de le devenir, s'ils tenaient compte des exigences de l'époque et au prix d'un travail personnel et d'une spécialisation ultérieure.

Lancés dans cette audacieuse entreprise, ses initiateurs y engagèrent également un grand nombre d'autres savants russes qui se trouvaient à ce moment-là à l'étranger. Parmi eux, on trouve d'anciens enseignants de l'École internationale (Mečnikov, de Roberti), mais aussi de nouvelles figures. Citons, par exemple, A. I. Čuprov, professeur d'économie politique et de statistiques à l'université de Moscou, qui vivait à l'étranger depuis 1898, ainsi que le professeur N. A. Kablukov qui l'avait remplacé, l'économiste M. I. Tugan-Baranovskij, l'ancien *privat-dozent* à l'université de Kiev, E. V. Aničkov, l'ancien professeur de l'université de Novorossijsk, L. A. Tračevskij, l'historien P. V. Vinogradov et ses collègues N. I. Kareev et V. I. Lučickij, l'ethnographe ukrainien V. K. Volkov, le célèbre bibliographe russe S. I. Vengerov, le poète Konstantin Bal'mont, l'écrivain Vališevskij et d'autres encore. Un grand nombre d'entre eux se connaissaient déjà. D'autres firent connaissance à Paris. Faute de temps et de place, nous ne nous étendrons pas sur les détails de leurs relations et les circonstances qui les avaient conduits jusqu'aux portes de l'École russe des hautes études sociales.

On peut cependant affirmer une chose. Tous ces professeurs avaient été contraints à l'exil volontaire ou forcés par la politique rigide et, parfois, il faut le dire, stupide, du gouvernement russe, qui soupçonnait la plupart d'entre eux de sympathie à l'égard des étudiants de sensibilité révolutionnaire et les avait exclus de l'enseignement en Russie, ce qui contraignit un grand nombre de personnes à chercher leurs moyens de subsistance dans les universités étrangères. Cela explique la présence de nombreux professeurs russes dans les établissements d'enseignement supérieur libres en Europe.

On trouve sous la plume de L. A. Tračevskij des propos tout à fait significatifs à cet égard. Chassé de partout parce que suspecté d'entretenir des relations avec le mouvement révolutionnaire étudiant, il écrivait dans une de ses lettres : « J'ai une existence des plus fantômatiques, ou plutôt, j'avais, car en ce moment, il se passe quelque chose d'incompréhensible. Personne n'avait besoin de moi [...] Je n'aurais

73. *Ibid.*, p. 15.

pas continué à vivre, s'il n'y avait eu ma vocation et cette chaire, dont on pouvait me priver ici, mais pas à Paris [...]. »⁷⁴

Ainsi, il est tout à fait évident que, pour un certain nombre de professeurs « en disgrâce », la participation à ce projet pédagogique sur le territoire de la France, pays ami, était un moyen tout à fait plausible d'échapper à cette situation d'obstruction qui leur était faite par le gouvernement du tsar.

Pour la seule année 1901-1902, on comptait parmi le corps professoral stable de l'École 13 personnes, 6 pédagogues invités pour les groupes de langues, 32 enseignants de l'extérieur pour les cours spéciaux et les travaux pratiques, parmi lesquels 20 faisaient leurs cours en russe et 12 en français⁷⁵.

Les premiers temps, le manque d'enseignants s'expliquait par le fait que l'École ne pouvait couvrir les frais de mission des pédagogues invités de Russie. La situation changea en 1903, quand le montant des dons faits à l'école augmenta et permit de résoudre aussi ce problème⁷⁶. Cependant, même pendant les années les plus fastes de l'existence de l'École, les organisateurs eurent recours, pour compléter le corps professoral insuffisant, à leurs collègues français. Si bien que, à côté de savants russes d'une certaine notoriété, un grand nombre d'étrangers participaient à ce projet pédagogique. Parmi eux, on peut citer des slavistes renommés, comme Paul Boyer ou Anatole Leroy-Beaulieu, Élisée Reclus, Gabriel Tarde, Marcel Mauss, Georges Sorel et d'autres. Les pères fondateurs de l'école entretenaient avec la plus grande partie d'entre eux des relations amicales qui remontaient aux années d'enseignement en commun dans d'autres établissements libres et, ensuite, à leur participation aux travaux de l'Institut international de sociologie et à divers congrès internationaux. Les noms des slavistes Anatole Leroy-Beaulieu et Paul Boyer étaient d'ailleurs bien connus en Russie. Certains professeurs étrangers étaient liés d'amitié avec Kovalevskij et, pour certains, comme Émile Vandervelde, leurs familles se fréquentaient. Voici la description que donne V. A. Vagner des pourparlers de Maksim Kovalevskij avec les gens susceptibles d'assurer des cours à la toute nouvelle école :

« Dans l'un des cafés du Quartier latin Maksim Maksimovič avait "son bureau" — une grande pièce, où se trouvaient déjà une vingtaine d'amis, Français, Russes, Anglais, Allemands. M. M. fit les présentations et, ayant posé quelques questions d'ordre général, prit la conversation en main et le mélange des langues céda la place à l'idiome international des Français [...]. Il aurait voulu voir les enseignants collaborer et s'entraider dans l'accomplissement de leurs tâches pédagogiques dans l'école qu'il venait d'ouvrir. Il ne cachait pas la peine que lui causaient l'isolement et l'incompréhension mutuelle qu'il attribuait à juste titre au caractère unilatéral de la formation universitaire [...]. »⁷⁷

74. GA RF, f. 102, Département policii, O. o. 1903, d. 1010, L. A. Tračevskij, l. 1 ob.

75. Ju. S. Gambarov, *Kovalevskij M. M. ...*, op. cit., p. 24.

76. *Russkie vedomosti*, 13.06.1903.

77. V. A. Vagner, « M. M. Kovalevskij v voprosah prosveščeniia » (M. M. Kovalevskij et les questions d'enseignement), in *M. M. Kovalevskij : učenyj, obščestvennyj i gosudarstvennyj deiatel', graždanin* (M. M. K. : savant, personnalité publique et citoyen), Petrograd, 1917, p. 98-99.

La langue de travail à l'École était le russe. Aussi, les professeurs étrangers qui connaissaient le russe faisaient-ils leurs cours dans cette langue⁷⁸. Cependant, à mesure que l'École recruta de plus en plus de professeurs étrangers, une partie des cours se déroula en français.

Les professeurs de l'École n'étaient soumis à aucune contrainte sinon la nécessité d'éclairer et d'illustrer au mieux le thème de leur cours. Ainsi, le contrôle du Ministère, traditionnel en Russie, était remplacé par un principe de confiance entre les professeurs et les étudiants. Comme l'écrit fort justement Ju. S. Vorob'eva : « Cette école était le premier établissement russe où étaient appliqués les principes de la liberté de l'enseignement et de l'autonomie, étant donné qu'elle se trouvait tout à fait en dehors de la tutelle bureaucratique du ministère de l'Instruction publique [...]. »⁷⁹

Le programme d'enseignement de la nouvelle École reflétait les tâches qu'avaient définies les organisateurs et que nous avons exposées plus haut. Sur le plan de l'organisation, il comprenait plusieurs parties. Il y avait, d'abord, les cours réguliers. Les étudiants avaient en plus la possibilité d'assister à des cours complémentaires et des conférences, et de participer à des exercices et travaux pratiques qui servaient de complément et d'application pratique aux cours. Il est intéressant de noter que, quand le ministre de l'Instruction publique de Russie, N. P. Bogolepov, quelque temps avant l'ouverture de l'École russe à Paris, prit une mesure qui rendait les travaux pratiques obligatoires dans les universités russes, un grand nombre de professeurs, y compris de futurs enseignants à l'École russe de Paris, considérèrent cette mesure comme une atteinte à la liberté d'enseignement. Quelques mois plus tard, ce type de cours était inclus sans le moindre problème politique dans le programme d'enseignement de l'université russe libre à l'étranger⁸⁰. L'équilibre entre les différents types de cours différait assez peu de ce qui se faisait dans les universités russes. Les plus nombreux étaient les cours spéciaux et les travaux pratiques, les conférences et séminaires étaient un peu moins nombreux, les cycles de conférences générales n'occupaient qu'une petite partie du temps.

Pendant les quatre années d'existence de l'École, la répartition des matières enseignées subit quelques modifications, mais, globalement, on peut les diviser en plusieurs groupes, de la façon suivante :

1. théorie et méthodologie des sciences naturelles et des sciences humaines ;
2. philosophie et sociologie ;
3. histoire générale et histoire russe ;
4. droit et sciences politiques ;
5. économie et statistique ;
6. anthropologie et ethnographie ;
7. histoire de l'art et de la littérature.

78. Cf. par exemple les cours de Paul Boyer : BNF, Département des manuscrits, Mss., N.a.fr. 18849 (Paul Boyer), Ecole russe de Paris, déc. 1901.

79. Ju. S. Vorob'eva, *Obščestvennost' i vysšaja škola v Rossii...*, op. cit., p. 51.

80. Les programmes d'enseignement de l'École russe des hautes études sociales étaient publiés régulièrement dans la *Revue internationale de Sociologie*, 11, 1901 ; 11, 1902 ; 2, 1903 ; 10, 11, 1904 ; 10, 1905.

Nous ne pouvons juger de façon précise que du programme pour la première année (1901-1902), car il apparaît dans les documents officiels de l'École. Les programmes d'enseignement des années suivantes qui figurent dans la *Revue internationale de Sociologie* ne donnent que des informations partielles sur le service des enseignants. Cependant, les données que nous possédons permettent de penser que les problèmes de philosophie générale, de sociologie et d'économie occupaient la plus grande place dans l'emploi du temps, alors qu'un nombre un peu moins important de cours était consacré aux disciplines juridiques, à la jurisprudence, à l'histoire générale et à l'histoire russe, à l'ethnographie et à la psychologie, l'histoire de l'art et de la littérature occupant le moins de place.

D'après le témoignage de Jurij Gambarov, en 1903, les conférences avaient lieu le soir, les cours spéciaux, les conférences et les travaux pratiques qui constituaient la partie fondamentale de l'enseignement, se déroulaient dans la journée. Certaines conférences du soir, sur des sujets particulièrement intéressants pour les étudiants, pouvaient attirer un auditoire de 400 à 500 personnes⁸¹.

Par ailleurs, dans l'esprit des fondateurs de l'École, les étudiants avaient, parallèlement, la possibilité ou l'obligation « de suivre en même temps des cours dans un certain nombre d'autres établissements. Par bonheur, outre la Sorbonne et le Collège de France, où professent les sommités de la science française, Paris offre encore deux établissements dont les visées correspondent d'assez près à celles de l'École supérieure russe. Nous voulons parler du Collège et de L'École des hautes études sociales [...] ». ⁸²

Les fondateurs de l'École furent, dans une grande mesure, redevables du succès de leur entreprise à ses débuts à la publicité que lui faisait la presse libérale russe. Des journaux d'une large notoriété, comme *Rossijskie vedomosti* ou *Russkoe slovo*, ainsi que des périodiques spécialisés, comme le journal *Pravo* ou la revue *Vestnik vospitanija* et d'autres, informaient également leurs lecteurs de la bonne marche de la première université libre russe hors frontières.

Cela eut pour effet la présence, dès l'ouverture de l'École en 1901, d'un grand nombre de gens venus spécialement de Russie pour suivre cet enseignement. Jurij Gambarov raconte qu'une histoire était particulièrement populaire parmi les étudiants : celle de trois dames, professeurs à Irkoutsk, qui avaient abandonné leur travail pour venir à Paris suivre pendant deux ans les cours de l'École, en passant par Vladivostok, en traversant deux océans et tout le territoire des États-Unis⁸³. Nous trouvons un récit semblable dans la correspondance de A. I. Čuprov et M. M. Kovalevskij. Dans une lettre de novembre 1901, on trouve les propos suivants : « [...] on m'a raconté qu'un grand nombre de gens travaillant au Bureau des statistiques de Moscou, quittent la capitale pour venir étudier à Paris [...] ». ⁸⁴

81. Ju. S. Gambarov, *Kovalevskij M. M.... op. cit.*, p. 23.

82. *Ibid.*, p. 5.

83. *Ibid.*, p. 15.

84. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 1706, l. 64 ob.

Par ailleurs, l'École russe acquit très vite une grande autorité parmi la jeunesse russe émigrée, composée pour une bonne part de révolutionnaires. Trockij, par exemple, raconte dans ses mémoires qu'en 1903, au moment où il devait, sur décision du parti, se rendre illégalement en Russie : « [...] le plan fut modifié. Deĵč, qui m'était très favorable, raconta qu'il "était intervenu" en ma faveur, en démontrant qu'un jeune homme devait vivre un certain temps à l'étranger et étudier ; et Lenin en convint [...]. Je revins à Paris, où, à la différence de Londres, se trouvait une importante colonie d'étudiants russes et je suivis les cours de l'École supérieure, organisée par des professeurs exclus des universités russes [...]. »⁸⁵ De son côté, Ju. S. Vorob'eva, dans l'article déjà cité, signale un fait curieux : la présence à l'École, à titre d'auditeur, du célèbre révolutionnaire Artem (F. A. Sergeev), membre du parti bolchevik. Pour financer son voyage à Paris, il avait dû travailler six mois à Odessa comme gérant d'un restaurant⁸⁶.

L'École russe séduisait la jeunesse révolutionnaire non seulement par son opposition à l'autocratie, mais aussi par son accessibilité matérielle et formelle (rappelons que l'accès à l'École n'était limité par aucune exigence d'attestation de fin d'études secondaires). D'autre part, le statut d'étudiant qu'elle accordait avait en lui-même une grande importance. D'après les rapports de la Préfecture de police de Paris, « un représentant sur deux de la communauté étudiante russe de Paris possède une carte de l'École des hautes études sociales, située 16, rue de la Sorbonne. Cette carte donne seulement à son possesseur la possibilité d'avoir une place dans un foyer d'étudiants pendant les deux mois d'hiver. »⁸⁷ Un document plus complet — un rapport qui analyse la composition et les activités de l'émigration russe à Paris pendant les années 1903-1912, préparé par la Préfecture de police pour le ministère français de l'Intérieur — signale qu'« un tiers environ des étudiants russes accueillis dans les universités au cours de ces dernières années n'avait pas terminé ses études secondaires et n'avait absolument pas le droit d'entrer dans un établissement d'enseignement supérieur. Il faut dire que la plupart d'entre eux n'ont fait aucune étude et sont devenus étudiants uniquement pour avoir une carte, qui leur sert de protection dans un grand nombre de circonstances. »⁸⁸

Comme on peut l'imaginer, c'est justement le nombre des étudiants de ce type qui augmentait, au fur et à mesure que croissait la réputation de l'École, ce qui ne pouvait que renforcer sa politisation, en particulier à la veille de la première révolution russe.

De son côté, le Département russe de la police suivait avec une évidente malveillance le développement de l'initiative pédagogique des professeurs de l'opposition libérale. La police secrète tentait de faire obstacle au fonctionnement de l'École de plusieurs manières. Ce fut d'abord une démarche, menée par l'ambas-

85. L. D. Trockij, *Moja žizn' (Ma vie)*, Moscou, 1991, p. 149-150.

86. Ju. S. Vorob'eva, « Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže », *art. cit.*, p. 343.

87. APPP, BA 1708, *Société des étudiants russes*. Rapport 19/3/1904.

88. Archives nationales de France, F 7 12894, n° 1, Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris, f. 11.

sadeur de Russie en France, en vue d'obtenir du ministère français des Affaires étrangères, au nom de la consolidation des relations traditionnelles d'amitié entre la Russie et la France, la fermeture de l'École⁸⁹. Après l'échec de cette tentative, des mesures furent prises pour créer à l'École des difficultés matérielles, en interdisant le transfert de Kharkov à Paris de fonds appartenant à M. Kovalevskij, que celui-ci s'apprêtait à consacrer au développement de son établissement⁹⁰.

Enfin, le point culminant de la pression des autorités russes sur les dirigeants de l'École fut l'ultimatum transmis par l'ambassadeur au nom du gouvernement, les sommant de rentrer immédiatement en Russie ou de se déclarer comme émigrés⁹¹. À la suite de cet ultimatum, de Roberti fut contraint de s'engager « à ne pas prendre part à l'activité de l'École... »⁹². Kovalevskij décida, quant à lui, de vendre ses biens en Russie et « de retrouver ainsi sa liberté d'action »⁹³.

Toutes ces péripéties compliquèrent encore plus le processus d'invitation à Paris des professeurs prévus dans le programme d'enseignement de l'École. Ainsi que l'indique M. M. Kovalevskij dans une lettre à A. I. Čuprov en 1904, il fut contraint de faire appel à 80 enseignants, aussi bien russes qu'étrangers, pour assurer le fonctionnement normal de l'établissement⁹⁴.

La politisation grandissante des étudiants de l'École joua aussi son rôle. Il faut noter que les professeurs n'éluiaient pas les sujets polémiques concernant l'actualité politique, et invitaient souvent pour des conférences des personnalités de premier plan de l'opposition russe. On sait par exemple que P. B. Struve fut invité pour quelques conférences⁹⁵. C'était un libéral, comme l'écrasante majorité des enseignants de l'École. Ce qui n'empêchait pas la jeunesse d'opposition de critiquer ouvertement l'attitude modérée des professeurs de l'École à l'égard du régime politique qui existait en Russie. On peut citer à ce propos quelques lignes de ce même Čuprov qui, évoquant une conversation avec une de ses connaissances pétersbourgeoises, cite les paroles de son fils, étudiant à l'École en 1903. S'adressant à sa mère, celui-ci se plaignait que « les professeurs russes de Paris faisaient leurs cours comme s'ils n'avaient pas franchi la frontière, c'est-à-dire, en clair, n'appelaient pas à la révolution »⁹⁶.

Finalement, l'apparition dans le programme d'études pour l'année 1903 d'une série de 20 heures de cours du représentant du mouvement S-R, V. M. Černov, sur la théorie de la lutte des classes et de K. R. Kočarovskij sur l'histoire de la commu-

89. GA RF, f. 102, Departament policii, *Russkaja vyššaja škola obščestvennyh nauk v Pariže*, O. o. 1898, d. 3, č. 140, l. 15 ob.

90. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 1706, l. 15-17.

91. GA RF, f. 102, Departament policii, *Russkaja vyššaja škola obščestvennyh nauk v Pariže*, O. o. 1898, d. 3, č. 140, l. 92-93.

92. CGIA Spb., f. 687 (fonds E. V. de Roberti), Correspondance, op. 1, d. 2, l. 15-17.

93. Archives RAN, f. 603 (fonds Sof'ja Kovalevskaja), Correspondance, op. 1, d. 126, l. 291.

94. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 690, l. 68.

95. P. M. Stulov, « V. I. Lenin... », *art. cit.*, p. 18.

96. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 695, l. 5.

nauté paysanne en Russie avant la réforme⁹⁷, fut un aboutissement logique de la situation qui s'était constituée à ce moment-là dans l'École et autour d'elle.

L'appartenance de ces deux conférenciers au parti S-R était évidente et, dans une certaine mesure, fit voler en éclats la fragile entente qui régnait, en particulier dans le milieu étudiant. Étant donné que les passions politiques des étudiants se partageaient principalement entre partisans des S-R et des S-D⁹⁸, ces derniers furent offensés d'une si écrasante victoire de leurs adversaires qui se voyaient ainsi offrir une tribune légale pour l'expression de leurs idées politiques. C'est à ce moment-là que germa l'idée d'inviter quelques-uns des théoriciens S-D les plus en vue, pour contrebalancer l'influence des S-R. L'initiative fut prise par un groupe de partisans de l'*Iskra*, composé de sociaux-démocrates arrivés récemment en France, après s'être enfuis de la prison de Kiev⁹⁹. Après en avoir discuté avec Ju. O. Martov, qui vivait alors en France, ils présentèrent au Conseil de l'École la motion suivante : « les étudiants, souhaitant entendre des représentants des différents courants sur la question agraire, demandent que soit invité pour quelques conférences le marxiste V. Il'in, auteur de livres comme *Le développement du capitalisme en Russie* et *Études économiques*. »¹⁰⁰

Il faut noter que cette motion, transmise aux dirigeants de l'École par Ju. A. Efron de la part de l'organisation locale du parti POSDR, passait sous silence le fait que, sous le nom de V. Il'in, se cachait la figure de V. I. Lenin.

C'est seulement après l'envoi de l'invitation officielle à faire des conférences à l'École, adressée à V. Il'in à Londres, et après que le Conseil, avec l'aide de la police russe, eut découvert qui se cachait sous ce pseudonyme, que fut prise la décision d'annuler l'invitation. Le motif invoqué pour expliquer ce revirement était que : « l'intervention à l'École d'un homme politique clandestin causerait la perte d'une entreprise utile. »¹⁰¹

Pour contrer les plans de l'administration de l'École, les partisans de l'*Iskra* menacèrent, au cas où l'invitation serait annulée, de provoquer un rassemblement d'étudiants, de fomenter des troubles, à l'exemple de ce qui se passait en Russie, et de publier une protestation dans l'*Iskra*. Les conférences de Lenin auront bien lieu à Paris, mais pas dans les murs de l'École, et les annonces de ces conférences ne manqueront pas de mentionner que V. Il'in avait été interdit de tribune à l'École russe des hautes études sociales « pour motifs politiques »¹⁰².

97. *Revue internationale de Sociologie*, 2, 1903, p. 243.

98. A. Plotnikov, « Vospominanija o lekciah Lenina... », *art. cit.*, p. 32.

99. *Ibid.*, p. 22.

100. *Ibid.*

101. *Ibid.*

102. Il faut noter cependant que certains membres de l'organisation S-D de l'École (V. N. Krommal' et Ju. A. Efron), craignant un scandale à l'occasion de ces conférences, proposèrent de renoncer aux manifestations et de se limiter à l'organisation de conférences en dehors de l'École. Mais ce point de vue ne rencontra pas l'approbation de la majorité. Cf. M. A. Ingber, « Lekcii Vladimira Lenina... », *art. cit.*

Ce chantage manifeste produisit son effet, et une tribune fut offerte à Lenin. Cependant, la conférence faillit être annulée une heure avant de commencer. M. A. Ingber, qui exerçait à cette époque les fonctions de secrétaire, se souvient :

« [...] le 23 février 1903, littéralement une heure avant le début de la conférence, Gambarov, dans tous ses états, fit irruption dans mon bureau et m'apostropha en ces termes : "Mais comprenez donc, Miron Akimovič, que nous sommes un établissement légal, que nous tous, professeurs et étudiants, sommes des gens légaux, que nous allons rentrer en Russie, et que nous courons des risques énormes si le révolutionnaire Lenin intervient chez nous en qualité de lecteur". »¹⁰³

Ingber calma comme il put son collègue libéral, et les conférences eurent lieu, sous forme d'un cycle de quatre, intitulé « Regards marxistes sur la question agraire en Europe et en Russie »¹⁰⁴, du 23 au 26 février 1903 dans les locaux du Collège de France. La salle était bourrée de représentants des différents partis et groupes révolutionnaires qui avaient des adhérents non seulement à l'École, mais dans l'ensemble de la colonie russe de Paris. Gambarov et Kovalevskij étaient présents également¹⁰⁵.

D'après les souvenirs qui mentionnent cet épisode, les conférences de Lenin firent grand bruit, et pas seulement à cause de leur contenu et de la figure « illégale » du conférencier, intervenant du haut de la chaire d'un établissement légal. Comme l'indique M. Plotnikov :

« [...] Le Paris de l'émigration, en 1902-1903, était particulièrement animé. Une lutte acharnée s'y déroulait sur le front de l'idéologie politique, en écho aux événements politiques importants qui se déroulaient en Russie. Tous les jours, pratiquement, avaient lieu, dans des locaux spécialement loués à cet effet, des débats entre les S-D et les S-R, entre les partisans de l'*Iskra* et leurs adversaires, au cours desquels intervenaient les représentants les plus en vue des partis. »¹⁰⁶

Les conférences de Lenin furent un des moments cruciaux de ces batailles politiques, dont le déroulement était, le plus souvent, assez éloigné des méthodes parlementaires.

Voici ce qu'écrit, dans une lettre de Paris à Moscou, un témoin non identifié de ces batailles, au sujet de l'impact direct d'une polémique surgie dans les murs de l'École entre les théoriciens des deux courants radicaux du mouvement révolutionnaire russe :

« La lutte entre les S-R et les S-D est à son apogée en ce moment. D'un côté interviennent des gens comme Lenin, de l'autre — Černov et d'autres. Cette

103. *Ibid.*, p. 34.

104. Les résumés de l'intervention de Lenin ont été publiés dans *Leninskij sbornik*, t. 19, Moscou, 1932.

105. A. Plotnikov, « Vospominanija o lekciah Lenina... », *art. cit.*, p. 32.

106. *Ibid.*, p. 32-33.

lutte a provoqué, bien sûr, un fort clivage parmi la jeunesse et un violent antagonisme. Mais c'est inévitable. Aujourd'hui, c'est Černov qui intervient, et les S-D avec Lenin préparent la contre-attaque [...]. »¹⁰⁷

Un grand nombre de souvenirs, devenus accessibles ces dix dernières années, donnent une idée de ces passions parisiennes chauffées à blanc. Je ne peux résister à la tentation de citer les mémoires d'un protagoniste de ces réunions en 1903 à Paris, V. K. Ikov¹⁰⁸, qui raconte :

« [...] Je me souviens que la grossière sortie de Gogel' à l'adresse de K. Liebknecht, maintenant décédé, entraîna une bagarre, et que le président de séance, F. I. Dan, d'habitude si calme et si retenu, oubliant ses fonctions, frappait frénétiquement avec quelque chose sur la table, et criait, tout aussi frénétiquement que nous tous. Quelqu'un, effrayé, éteignit la lumière, et seul le hasard permit d'éviter la catastrophe. Les anarchistes, de leur côté, s'égosillaient et frappaient à coup de chaises. Romanov et compagnie faisaient hurler les sirènes, et Kančeli, semblable aux jeunes frères dans *Le Déluge* de Sienkiewicz, demandait à Čerkezov : "Père, faut-il frapper ?" Quand on se tenait à l'écart, on avait l'impression qu'ils étaient très nombreux, alors qu'ils n'étaient qu'une poignée, et parmi eux deux ou trois demoiselles épileptiques au bord de la pâmoison. Enfin, on expulsa les anarchistes de la salle [...]. »¹⁰⁹

L'auteur de cette scène dramatise peut-être à l'excès la situation, mais son récit reflète assez bien le degré de politisation qui régnait dans l'émigration russe à l'époque et explique en grande partie l'agitation étudiante dont l'École fut le théâtre pendant l'année universitaire suivante. Les partisans des S-D, en particulier, créèrent des troubles et sabotèrent, en fait, le déroulement des conférences de Kočarovskij. Les tentatives de ce dernier pour reprendre le fil de ses cours ne firent qu'amplifier le conflit. En mars 1904, sous la pression de ses compagnons de parti, il annonça la reprise de ses conférences. Cependant, dès l'annonce officielle de cette reprise, des tensions apparurent au sein de l'École entre les partisans des deux partis rivaux. Cette situation ne pouvait échapper à l'attention des agents de la police russe à Paris. Ce qui fait que nous disposons de renseignements exhaustifs sur ce qui s'est passé dans les murs de l'École russe pendant ces journées¹¹⁰.

La première conférence avait été fixée au 22 mars. Bien que l'assistance — environ 70 auditeurs —, chiffre important pour les critères de l'époque, fût composée de sympathisants politiques du conférencier, cela sentait le scandale. Cependant, au

107. *Krasnyj arhiv*, 62, 1928, p. 153.

108. Vladimir Kontantinovič Ikov – membre du POSDR, journaliste célèbre. Après la scission du parti entre bolcheviks et mencheviks, il adopta les positions de ces derniers. Pour plus de détails, cf. G. V. Širjaev, « Vladimir Kontantinovič Ikov i ego vospomonanija » (V. K. I. et ses souvenirs), *Otečestvennyje arhivy*, 5, 1993.

109. V. K. Ikov, « Intermedija. V Mekke russkoj revoljucionnoj obščestvennosti » (Intermède. Dans la Mecque de la société révolutionnaire russe), *ibid.*, p. 81.

110. GA RF, f. 102, Département policii, *Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže*, O. o. 1898, d. 3, č. 140.

grand étonnement des agents de la police russe, la première conférence se déroula dans le calme, jusqu'à l'irruption dans la salle, tout à fait à la fin, d'un groupe d'une douzaine d'étudiants S-D, qui tentèrent de chasser le professeur de la tribune. Les perturbateurs étaient munis de sifflets et l'École tout entière se remplit d'un tumulte invraisemblable. Le conflit fut résolu grâce à l'intervention de la direction de l'École, en la personne de F. K. Volkov, qui, « monté à la tribune, exprima sa réprobation aux étudiants qui s'étaient permis de troubler l'ordre et de venir avec des sifflets dans une école où l'on vient pour étudier et pas pour scander des slogans... »¹¹¹. Les adversaires de Kočarovskij furent contraints de battre en retraite.

Cependant, les événements qui se produisirent à l'occasion de la conférence suivante de Kočarovskij surpassèrent les pires craintes des agents de la police russe. En prévision de la conférence, les professeurs de Roberti, Henri et Gambarov avaient pris place dans la salle. À 12 heures, Kočarovskij monta à la tribune. La description détaillée des événements qui se déroulèrent ensuite est donnée par le chef de l'agence de la police russe à l'étranger, L. A. Rataev, dans son rapport du 26 mars 1904 (cf. *infra* Annexe I, p. 406-407). Il raconte la violente bagarre qui éclata alors entre adversaires et partisans des S-R, ces derniers parvenant finalement à repousser leurs opposants tandis qu'une odeur atroce de boule puante (introduite par un des membres du groupe révolutionnaire *Sodejstvie*) régnait dans le bâtiment et dans la rue avoisinante. Le concierge français de l'École, épouvanté par ce qu'il voyait, appela la police.

Cependant, une fois sur place, les défenseurs de l'ordre furent dans l'impossibilité de comprendre ce qui s'était passé et de démêler qui étaient les agresseurs et qui étaient les victimes. La direction de l'École déclara fermement qu'il n'y avait eu aucune agression et que personne n'avait de plainte à formuler contre qui que ce soit. Pour éclairer ses collègues sur le sens de ces événements, L. A. Rataev fit une visite privée au préfet de police de Paris¹¹². Le conflit fut en fin de compte enrayé. On apposa un avis sur la porte, annonçant la fermeture de l'École jusqu'à nouvel ordre¹¹³.

Malgré les rumeurs qui circulèrent obstinément dans la colonie russe de Paris, annonçant que le ministère français de l'Instruction publique s'apprêtait à fermer l'École russe, elle fut à nouveau ouverte en avril.

Ayant expérimenté cette tactique de pression sur la direction de l'École, les représentants des différents partis et groupes politiques tentèrent d'obtenir, dès la réouverture, une tribune pour leurs idoles politiques ou la tenue de manifestations politiques dans les murs de l'École¹¹⁴. Le numéro de l'*Iskra* du 15 mai 1904 annonçait, par exemple, que les professeurs avaient refusé de participer à un meeting de protestation organisé par les étudiants contre le pogrom de Kishinev¹¹⁵. Tout cela

111. *Ibid.*, I. 72.

112. *Ibid.*, I. 73.

113. *Ibid.*, I. 73 ob.

114. On trouve des renseignements au sujet des désordres à l'École dans d'autres documents de l'agence parisienne du Département de la police russe à l'étranger : GA RF, f. 102, Département policii. O. o. 1903, d. 986, I. 13-14 ; O. o. 1902, d. 573, I. 133-134.

115. *Iskra*, 15.05.1903.

contribua à transformer l'École en forum politique et rendit son travail épisodique pendant les dernières années de son existence.

Comme toujours en pareil cas, cela ouvrit le champ aux provocations policières. Maksim Kovalevskij racontait plus tard :

« [...] au cours de ma première rencontre avec le chef du gouvernement russe, le comte Witte, certaines questions me firent penser que les agents secrets de la police russe n'étaient pas étrangers à cette affaire [...]. D'ailleurs, pendant les cinq années d'existence de l'École, il y eut parmi les étudiants la femme d'Azef¹¹⁶. Il est probable qu'il y venait lui-même de temps en temps. En tout cas, son visage parut familier à de Roberti quand il rencontra par hasard quelques mois plus tard Azef chez M. Morozov [...]. »¹¹⁷

Cela créait une certaine opposition entre les professeurs et les étudiants de l'École russe. La situation s'aggrava encore avec la révolution de 1905. Les changements en Russie, le Manifeste impérial du 17 octobre 1905 laissaient espérer aux professeurs qu'ils pourraient réaliser leurs idéaux politiques et continuer leur activité professionnelle en Russie. Les étudiants étaient moins enclins à l'optimisme. Kovalevskij écrivait au sujet de ces journées :

« [...] Le clivage entre les professeurs et les étudiants, causé par leur appréciation différente des événements révolutionnaires de l'été 1905, était frappant. Ce qui était pour moi des pogroms était aux yeux d'une bonne partie de mon auditoire une juste vengeance du peuple russe contre ses oppresseurs séculaires. Les provocations d'Azef se mêlèrent à cette querelle interne en s'efforçant de l'aggraver [...]. »¹¹⁸

En fin de compte, après l'une de ses conférences, au cours de laquelle il avait dû polémiquer avec les étudiants, Kovalevskij reçut, ainsi que les autres professeurs, des lettres de menaces, leur annonçant que, s'ils tentaient encore une fois d'occuper la tribune, ils essuieraient des coups de feu. L'identité de l'auteur de ces lettres n'a pas été élucidée jusqu'à ce jour, mais il existe de fortes suspicions à l'encontre de l'agence de la police russe à l'étranger. Cela mit en tout cas un terme à l'activité de l'École russe des hautes études sociales¹¹⁹. La majorité des professeurs refusa de continuer le travail dans ces conditions et décida de rentrer en Russie¹²⁰.

116. Ce fait est confirmé par des documents du Département de la police russe. Ljubov' Azef fréquenta l'École russe de Paris au cours du deuxième semestre 1903. GA RF, f. 102, Département policij, O. o. 1903, op. 231, d. 1224, *O Ljubovi Azef*.

117. M. M. Kovalevskij, « Moja žizn' » (Ma vie), *Istorija SSSR*, 4, 1969, p. 63.

118. *Ibid.*

119. Dans une lettre de M. M. Kovalevskij à A. I. Čuprov, il est mentionné que « l'École est fermée définitivement ». CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 1706, l. 126 ob.

120. Pendant un certain temps, l'un des professeurs de l'École, l'historien L. Tračevskij, tenta de la ranimer. Cependant, lui aussi quitta bientôt Paris. *Ibid.*, l. 126.

L'organe officiel de l'École libre des hautes études sociales, la *Revue internationale de Sociologie*, annonça, en janvier 1906, que l'École russe des hautes études sociales avait fermé ses portes pour cause de « divergences politiques entre les professeurs et les étudiants »¹²¹. Comme faisant écho à cette nouvelle, M. M. Kovalevskij constatait, dans une lettre à A. I. Čuprov : « Et c'est bien mieux ainsi. Maintenant plus personne ne veut étudier et tout le monde cherche à inculquer aux autres par la calomnie et la violence des convictions respectables. Les voyous rouges valent bien les noirs. »¹²²

Après la fermeture de l'École, Kovalevskij reçut de L. A. Šanjavskij la proposition de prendre en charge la direction d'un établissement similaire à Moscou. Il s'agissait, dans l'esprit de ce dernier, de créer à Moscou une université libre du type de celles qui existaient en Europe. V. A. Wagner écrit dans ses souvenirs :

« Il [Kovalevskij] parlait avec enthousiasme de l'école projetée par Šanjavskij. Il imaginait une école supérieure consacrée d'abord seulement aux sciences sociales et politiques et, ce qui est particulièrement intéressant, il la voyait, comme son école de Paris, accessible aux hommes comme aux femmes, diplômés ou non ; des professeurs, comme à Paris, il n'était pas exigé de grades universitaires, mais un nom dans les publications de la discipline. »¹²³

Une bonne partie des idées exprimées alors par Kovalevskij trouva son application cinq ans plus tard, au moment de la première université populaire en Russie, l'université Šanjavskij à Moscou. Cela montre que le gouvernement russe, en dépit d'une violente animosité à l'égard de l'École russe de Paris, avait dû tenir compte de l'expérience qu'elle avait représentée.

Dès le 3 décembre 1905, avait été ratifié le rapport du ministre de l'Instruction publique, I. I. Tolstoï, à l'empereur, qui autorisait l'ouverture de « cours privés proposant un programme d'études supérieures. »¹²⁴ En 1916, le ministre se prononçait de façon plus précise. Dans une note rédigée à l'intention du tsar, il constatait que « l'école privée doit avant tout satisfaire les besoins d'éducation des groupes de population qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent être satisfaits dans l'école d'État. »¹²⁵

Une grande partie des acquis méthodologiques et des principes d'organisation mis en pratique pour la première fois à l'École de Paris, trouvèrent ici à s'appliquer. Pendant la décennie qui suivit 1905, le nombre des établissements non gouvernementaux augmenta de façon spectaculaire, atteignant presque le nombre d'établissements soumis au ministère de l'Instruction publique (59 en 1917)¹²⁶. Cela créa

121. *Revue internationale de Sociologie*, 1, 1906, p. 75.

122. CGIA Moscou, f. 2244 (fonds A. I. Čuprov), Correspondance, op. 1, d. 1706, l. 2.

123. V. A. Vagner, « M. M. Kovalevskij v voprosah prosveščeniia », *art. cit.*, p. 106.

124. GA RF, f. 733 (fonds du ministère de l'Instruction publique), op. 153, d. 143, l. 458 ob.

125. GA RF, f. 1276 (Conseil des ministres), op. 3, d. 801, Procès-verbaux, l. 138

126. A. E. Ivanov, *op. cit.*, p. 100.

une certaine concurrence pour les établissements impériaux, les contraignant à répondre de façon plus souple et plus complète aux besoins de l'époque. Et l'on peut voir là la signification principale de l'École russe des hautes études sociales à Paris, qui fut l'un des pionniers de ce processus.

(traduit du russe par Yvette Lambert)

Moskovskij Gosudarstvennyj Universitet

Dm.goutnov@mtu-net.ru

ANNEXE I

Rapports de police

Les documents publiés en annexe de l'article illustrent on ne peut plus clairement le climat d'intolérance révolutionnaire qui régnait parmi les étudiants de l'École supérieure russe des sciences sociales de Paris au cours de ses dernières années d'existence. Ce sont des rapports rédigés par L. A. Rataev¹, fonctionnaire chargé de missions spéciales auprès du ministère des Affaires intérieures de Russie, qui était alors à la tête de l'agence parisienne de la police russe à l'étranger. Ces rapports sont adressés au directeur du Département de la police à Saint-Petersbourg, A. A. Lopuhin². Le gouvernement russe supportait assez mal, de façon générale, l'existence d'un établissement d'enseignement russe indépendant à l'étranger. Aussi, il entraînait dans les obligations de Rataev de garder sous contrôle tous les événements qui pouvaient se produire à l'École et d'en informer régulièrement les instances compétentes. Rataev fut donc le témoin direct des événements dramatiques qui se déroulèrent dans les murs de l'École et ce qu'il en décrit est à la fois le compte rendu d'un fonctionnaire occupant un poste officiel et celui d'un témoin directement concerné.

Ajoutons encore que ces documents ont été pendant longtemps passés sous silence, l'histoire soviétique officielle ne retenant de l'histoire de cette École que les conférences sur les questions agraires prononcées par Lenin dans ce cadre. Ces conférences soulignaient l'influence croissante des idées du marxisme parmi les étudiants russes, ce qui, en fin de compte, épuisait le contenu de l'initiative pédagogique de l'intelligentsia libérale russe. Et il n'était pas question, bien sûr, pour les initiateurs de l'histoire lisse et épurée du parti, de mentionner que les partisans du POSDR avaient été, après le triomphe de leur leader, ignominieusement chassés des murs de l'université de Paris. Or ces documents confirment parfaitement ces faits et montrent leur déroulement.

À l'heure actuelle, ces documents sont conservés aux Archives nationales de la Fédération de Russie à Moscou, dans le fonds du Secteur spécial du Département de la police (f. 102), et sont demeurés inconnus, jusqu'à une date récente, pour les

1. Rataev, Leonid Aleksandrovič — fonctionnaire chargé de missions spéciales auprès du Département de la police. Avait fait des études de médecine. En poste au Département de la police à partir de 1876, conseiller d'État actuel (*dejstvitel'nyj*) (4^e rang) à partir de 1904, décoré des ordres de Saint-Vladimir, Sainte-Anne et Saint-Stanislas (*Spisok činov Ministerstva vnutrennih del* (*Liste des rangs du ministère des Affaires intérieures*), Saint-Petersbourg, 1898, t. 1-2, p. 52, 56.

2. Lopuhin, Aleksej Aleksandrovič (1864-1927) — sénateur, l'un des dirigeants de la police russe. À la tête du Département de la police de 1902 à 1905. Il démasqua le provocateur de la police E. Azef en 1906, ce qui lui valut en 1909 une condamnation à cinq ans de travaux forcés, mais fut gracié en 1912. Émigré en 1918.

raisons déjà évoquées, de la majorité des chercheurs. Ils ont été mentionnés pour la première fois en 1995³ et sont restés inédits jusqu'à maintenant.

Bien que le lecteur de l'article puisse se faire une idée des étapes principales de l'apparition et de l'existence de l'École russe des sciences sociales à Paris ainsi que de ses fondateurs, nous avons cependant complété cette publication par un minimum de commentaires, qui éclairent certaines questions particulières.

Paris, le 22 mars 1904

Aujourd'hui à la conférence de Kočarovskij⁴ se sont présentés environ 70 personnes, des partisans de l'orateur et des gens neutres, qui espéraient que les choses se dérouleraient normalement. Mais, dès qu'on s'approchait de l'entrée, on pouvait déjà deviner que quelque chose se préparait. Brailovskij et sa femme, Černosvitov, Čebotarevskaja⁵, ainsi qu'un certain nombre de jeunes filles et d'étudiants, étaient debout, inquiets, de mèche avec leurs camarades. Kočarovskij commença sa conférence à dix heures et parla sans incident pendant une heure environ. À peine avait-il entamé sa conclusion, que la porte s'ouvrit avec fracas, livrant passage à une douzaine de jeunes gens, qui ont commencé à rire et à crier, ensuite le public fut assourdi de sifflements aigus. Il y eut un remue-ménage dans toute la salle. Goluboglazov (un S-R clandestin d'Elizabetgrad) arracha des mains de Čebotarevskaja le sifflet qu'elle tenait et lui retira sa chaise, ce qui la fit tomber par terre. Elle se releva et frappa Goluboglazov au visage et les gens qui étaient là eurent du mal à mettre fin à la bagarre. En un mot, il était difficile de se rendre compte de ce qui se passait dans ce « Temple de la Science ».

La situation de l'orateur était inconfortable. Quelqu'un eut l'idée de l'applaudir et ce fut un concert d'applaudissements dans la salle pendant près de trois minutes. Kočarovskij descendit de la chaire et se dirigea vers la sortie, où il fut à nouveau sifflé par ses adversaires qui s'étaient rassemblés près de la porte. Le bruit continua jusqu'à l'arrivée du professeur Volkov⁶ qui, monté à la tribune, critiqua vigoureusement les étudiants qui s'étaient permis de troubler l'ordre et de venir avec des sifflets dans une École « où l'on se rassemble pour étudier, et non pour faire toute sorte de scandales ».

Après ces remarques, les adversaires de Kočarovskij sortirent en claquant violemment la porte. Parmi eux se trouvait, entre autres, le docteur Nikolaj Plaksin, sur lequel j'ai déjà plusieurs fois attiré votre attention. Il est sorti ostensiblement avec sa femme, en tentant de persuader les partisans de Kočarovskij qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient en défendant un renégat. Plaksin est quelqu'un de très sérieux, très intelligent et énergique, en contact avec la plupart

3. A. Kornilov, N. Selezneva, « Russkij universitet v Pariže » (L'université russe à Paris), *Vestnik RAN*, 65, 4, 1995, p. 359.

4. Kočarovskij, Karl-Avgust Romanovič (1870-après 1937) — économiste, membre du parti S-R, a fait des conférences sur la question agraire en Russie à l'École russe des hautes études sociales de Paris.

5. Tous les étudiants énumérés ici étaient des militants du parti POSDR au sein de l'École russe.

6. Volkov (Vovk), Fedor Konstantinovič (1847-1918) — ethnographe, auteur de travaux d'anthropologie russe et ukrainienne et d'ethnographie. Chargé d'un cours d'anthropologie générale à l'École russe.

des comités de l'Iskra en Russie, et qui reçoit de là-bas une volumineuse correspondance.

Signé : Fonctionnaire chargé de missions spéciales

L. Rataev

Source : GA RF, f. 102, Département policiier, O. o. 1898, d. 3, č. 140, *Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže*, l. 71-71 ob.

Paris, le 26 mars 1904

La seconde conférence a eu lieu le samedi 26 mars de 12 à 13 heures. Beaucoup s'attendaient à un scandale, mais personne, probablement, n'imaginait une telle bagarre, une bataille de cette ampleur. Toutes les lampes dans la salle, les vitres des portes et fenêtres, les chaises, tout a été brisé, réduit en miettes. On a vu notre sensible jeunesse avec des visages tuméfiés et les mains en sang... Bref, c'est un spectacle qui a toute chance de s'incruster dans les mémoires. Je vais tenter, dans la mesure de mes possibilités (jusqu'à présent, je n'arrive pas à m'en remettre) de le décrire en détail. Une foule de 200 personnes environ avait rempli la salle avant le début de la conférence de Kočarovskij, pendant celle de Gambarov⁷. Il se forma deux camps : à droite les adversaires, à gauche les défenseurs. Quelques membres du groupe *Sodejstvie*⁸ crurent bon d'entreprendre une attaque chimique : ils avaient apporté deux bouteilles d'hydrogène sulfureux qui répandirent dans la salle une odeur atroce. Certains ne purent la supporter et commencèrent à sortir dans la rue.

À l'heure du début de la conférence arrivèrent les professeurs de Roberti⁹ et Henri¹⁰, ainsi que Gambarov, resté après sa propre conférence. L'inquiétude était générale. Kočarovskij monta à la tribune sous un tonnerre d'applaudissements. Mais quand les applaudissements s'arrêtèrent, l'étudiant Brailovskij se leva et, s'adressant à la tribune, déclara que, pour éviter les ennuis, il était demandé au conférencier de quitter les lieux. Simultanément retentirent des coups de sifflets assourdissants. Les défenseurs de Kočarovskij se précipitèrent pour repousser les adversaires et il se produisit une violente bagarre. Les chaises volèrent d'un bout à l'autre de la salle, on entendait des bruits de lampes brisées, des cris, des pleurs, des insultes. Des femmes tombaient en syncope, d'autres avaient des crises de nerfs. Les S-R, c'est-à-dire les partisans de Kočarovskij, restèrent maîtres du terrain, et repoussèrent leurs adversaires dans la rue.

7. Gambarov, Jurij Stepanovič (1850-1920), spécialiste de droit civil, professeur de droit à l'université de Moscou et à l'Institut polytechnique de Saint-Petersbourg. Un des fondateurs de l'École russe des hautes études sociales de Paris. Chargé d'un cours d'histoire du droit et de la théorie générale du droit dans cet établissement.

8. Un des groupes politiques anarchistes, créé par des émigrés russes à Paris (1902-1907). Son existence est mentionnée, entre autres, dans un rapport de la police française consacré à l'émigration révolutionnaire russe à Paris (Archives nationales de France, F 7 12894, n° 1. Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris, f. 24).

9. De Roberti, Evgenij Valentinovič (1843-1915) — philosophe positiviste russe, professeur à la Nouvelle université de Bruxelles. Chargé à l'École russe d'un cours sur l'histoire de la philosophie et de la sociologie.

10. Henri, Victor — psychologue français, professeur à la Sorbonne. Secrétaire général permanent à l'École et chargé d'un cours de psychologie.

Je ne sais pas comment tout cela se serait terminé sans l'intervention de la police que le concierge affolé était parti chercher en toute hâte. Tout le monde se précipita vers la sortie, et des curieux s'attroupèrent dans la rue. Personne ne savait de quoi il retournait. La police ne put obtenir aucune information sur les motifs de la bagarre, ni apprendre qui portait plainte contre qui. Les professeurs déclarèrent unanimement que personne n'avait de grief à formuler ni de plainte à déposer. La police pria tous ceux qui étaient encore dans la salle d'évacuer les lieux, et de Roberti posa un écriteau, annonçant : « L'École est fermée jusqu'à nouvel ordre. »

En quittant l'École, la foule, accompagnée de la police et des curieux, se dirigea vers la rue Bertholet, une partie se dispersa en cours de route, alors que l'autre entraînait dans le restaurant¹¹. Il n'y a eu aucune arrestation. Le lendemain, tous les détails du scandale s'épalaient dans presque tous les journaux. J'ai rendu visite au préfet de police et je lui ai expliqué de quoi il s'agissait, en lui demandant s'il n'avait pas l'intention de prendre des mesures contre les fauteurs de troubles. Le préfet répondit que, l'ordre n'ayant pas été perturbé sur la voie publique, il n'était envisagé aucune mesure. Il ajouta qu'il y aurait à payer environ 300 francs pour les dommages causés et que le propriétaire du local, à qui ils devaient de l'argent pour le loyer, souhaitait qu'ils libèrent les lieux¹².

Pendant ce temps, des bruits ont circulé à Paris et en Suisse, annonçant que le gouvernement français s'apprêtait à fermer l'École et à la remplacer par des cours isolés, dont l'accès serait soumis à l'obtention d'une autorisation spéciale. Mais ces bruits se sont avérés sans fondement et, j'en ai reçu l'assurance, ni la Préfecture de police, ni le ministère de l'Instruction publique, n'ont l'intention de prendre de mesure décisive dans ce sens. En réalité, la situation était bien plus simple : il fallait calmer le propriétaire en réglant le loyer et, de plus, payer pour les dommages causés, mais il n'y avait pas d'argent. Ils ont essayé d'organiser un concert par l'intermédiaire d'un prête-nom, une princesse Golicyn (elle a un nom de jeune fille juif), avec la participation de Kagan Semenovskij¹³, soi-disant au profit des « étudiants russes dans le besoin ». Des invitations ont été envoyées au président de la République, mais, fort heureusement, le responsable de la police m'a fait demander des renseignements au sujet de l'organisatrice et des buts dans lesquels était organisé ce concert. J'ai expliqué de quoi il s'agissait et le Président a renvoyé les invitations. Cependant, l'argent a quand-même fini par être trouvé et les cours ont repris en avril dernier. Pour l'instant, tout se passe calmement, mais on attend prochainement de nouveaux scandales.

Signé : Fonctionnaire chargé des missions spéciales

L. Rataev

Source : GA RF, f. 102, Département policii, O. o. 1898, d. 3, č. 140, *Russkaja vysšaja škola obščestvennyh nauk v Pariže*, 1. 72-73 ob.

11. Il s'agit du restaurant des étudiants russes, situé au 8, rue Bertholet.

12. Il s'agit, apparemment, du foyer d'étudiants qui dépendait de l'École. Ainsi que nous l'apprenons de cette même source, pratiquement un des clients du restaurant russe sur deux était en possession de la carte d'étudiant de l'École russe des hautes études sociales de Paris. Ce document coûtait deux francs et n'avait d'autre avantage que de permettre à son possesseur d'obtenir un lit au foyer pendant les mois d'hiver. Les chambres du foyer étaient situées dans le bâtiment de l'école. (Préfecture de police de Paris, Service des archives, BA 1708, Société des étudiants russes, f. 1).

13. Célèbre interprète de chants populaires et de chansons tsiganes du début du xx^e siècle.

ANNEXE II

L'administration et le corps professoral de l'École russe des hautes études sociales, 1901-1906

Les professeurs de l'École russe des hautes études sociales

A - Professeurs russes

ANIČKOV Evgenij Vasil'evič	KAREEV Nikolaj Ivanovič
APOSTOL Pavel Natanovič	KARYŠEV Nikolaj Aleksandrovič
BAŽENOV Nikolaj	KOČAROVSKIJ Karl-Avgust Romanovič
BAL'MONT Konstantin Dmitrievič	KOVALEVSKIJ Maksim Maksimovič
BERNACKIJ Mihail Vladimirovič	LESEVIČ Vladimir Vladimirovič
BOBORYKIN Petr Dmitrievič	LUČICKIJ Ivan Vasil'evič
VALIŠEVSKIJ Kazimir	MEČNIKOV Il'ja Il'ič
VENGEROV Semen Afanas'evič	PRŽEVAL'SKIJ Vaclav
VINAVER Maksim Moiseevič	SVEŠNIKOV Mitrofan Ivanovič
VINOGRADOV Pavel Gavrilovič	TAMAMŠČEV Mihail Ivanovič
VOLKOV Fedor Kondrat'evič	TIMOFEEV Aleksandr Georgievich
GAMBAROV Jurij Stepanovič	TRAČEVSKIJ Aleksandr Semenovič
GARDENIN (ČERNOV) Vladimir Mihajlovič	TUGAN-BARANOVSKIJ Mihail Ivanovič
de ROBERTI Evgenij Valentinovič	UL'JANOV (LENIN) Vladimir Il'ič
IVANOV Vjačeslav	ČUPROV Aleksandr Ivanovič
IOLLOS Grigorij Borisovič	ŠEJNIS Lev Zaharovič
ISAEV Andrej Alekseevič	ŠČUKIN Ivan Ivanovič

B - Professeurs étrangers

BOYER Paul	NORDAU Max*
ESPINAS Alfred*	PICARD Edmond*
FREY Emil*	RECLUS Elisée
GIDE Charles*	RENARD Georges*
HENRI Victor	SAGNAC Philippe*
LACOUR Léopold	SÉE Henri*
LAGARDELLE Hubert	SEIGNOBOS Charles
LAPICQUE Louis*	SOREL Georges
LEROY-BEAULIEU Anatole	VANDERVELDE Emile
MAUSS Marcel	

* Les cours de ces professeurs, comme tous ceux de cette liste, sont annoncés dans les programmes d'enseignement de l'École publiés dans la *Revue internationale de Sociologie* (1901-1906), mais le fait de savoir s'ils ont réellement eu lieu nécessiterait d'être vérifié.